

Russie : les paradoxes de la violence (Partie 1)

Anne LE HUEROU

Introduction [2] Guerre de plus de 18 mois en Tchétchénie ; l'Etat qui n'hésite pas à recourir à la violence et la laisse se développer dans les institutions qu'il contrôle (police, armée, prisons) ; criminalité organisée au coeur de la vie économique et de certains des rouages de l'Etat ; faits divers et violence domestique enfin, qui alimentent massivement les représentations de la violence dans la société, par l'intermédiaire notamment des médias : la Russie post-soviétique apparaît comme le lieu d'une violence omniprésente, aux formes et origines multiples et éclatées, et qui serait en passe de miner le pays. Et lorsqu'elle est absente ou presque, dans ses dimensions sociales ou politiques, elle n'en est pas moins annoncée, médias et intellectuels se rejoignant pour prédire le basculement prochain de pans entiers de la société dans l'émeute ou la guerre civile et évoquer le spectre d'une " balkanisation " du Caucase ou d'une Violencia à la colombienne.

Ces représentations sont produites en Russie même, où elles témoignent des insuffisances des catégories qui pourraient servir à décrire et analyser les processus en cours dans la société et le système politique. Mais elles sont aussi fréquentes à l'étranger, où elles reflètent la difficulté de saisir l'ensemble des transformations et des problèmes qui affectent ce pays. La Russie est le plus souvent appréhendée comme une exception absolue, que lui confèrent l'immensité de son territoire, son histoire, et bien entendu l'expérience unique de soixante dix ans de communisme. La violence ayant tenu une place centrale dans cette expérience, la difficulté à la penser dans un nouveau contexte est d'autant plus grande.

Le répertoire de la violence : héritages et nouvelles manifestations

Violence et totalitarisme

Un détour par une évocation du passé totalitaire de la Russie peut aider à comprendre comment cette société ayant vécu dans sa totalité une expérience extrême de violence est amenée à réagir à des violences importantes, mais éclatées, se manifestant dans un nouveau contexte. Mais si l'intégration du passé dans le raisonnement est nécessaire à la compréhension de la violence actuelle en Russie, cela ne signifie nullement un ralliement aux analyses qui avancent en

priorité la continuité du système hérité de la période soviétique et de l'homo sovieticus.

L'Union soviétique stalinienne a constitué une expérience extrême et permanente de la violence, politique et sociale, passant par des répressions massives de groupes entiers de la société et par la violence quotidienne s'exerçant sur des millions d'individus. Hannah Arendt, lorsqu'elle analyse le rapport entre pouvoir et violence, ne les confond pas, estimant que la seconde n'est jamais légitime, ce qui revient aussi à dire que le totalitarisme ne peut pas fonctionner comme système stable : la violence est une condition de l'exercice du pouvoir qu'elle menace à son tour en se développant de manière autonome. En ce sens, malgré et à cause de sa violence, le totalitarisme était voué à disparaître [3].

L'on sait aujourd'hui que, même au plus fort de la période stalinienne, la société tenta de conserver des espaces de liberté, ne serait-ce que dans la sphère privée, et ce malgré l'intimidation et la délation qui régnaient jusque dans les relations intra-familiales.

On ne reviendra pas ici, sur les très nombreuses discussions autour de la nature du totalitarisme, qui ont marqué le débat intellectuel, tardivement en France [4], ni sur l'histoire de la violence totalitaire, celle des camps, de la répression politique et policière, ou de la guerre [5]. C'est d'ailleurs à la littérature et aux témoignages [6] qu'il faut faire place pour rendre compte de cette expérience, mais aussi des logiques de survie, voire d'une résistance prenant appui sur les " fissures " du système, dans les camps soviétiques. Ces témoignages permettent de comprendre que si le système lui-même portait une violence considérable, c'est la violence dans le système qui a sans doute laissé le plus de traces. Et il ne s'agit pas seulement des goulags, mais aussi des maisons de redressements pour adolescents " difficiles " [7], ou simplement du service militaire [8].

Il est important de rappeler ce qui dans cette expérience fonde en partie les comportements, les attitudes face à la violence que l'on peut repérer aujourd'hui, ce que Bertrand Badie a appelé l'effet culturel du totalitarisme [9]. Effet qui fonctionne à double sens, dans la permanence de valeurs et d'attitudes répressives ou autoritaires, et dans une répulsion générale vis-à-vis de la violence politique, un refus de la guerre, même s'il s'agit le plus souvent d'opinions abstraites, qui ne se traduisent que très faiblement en mobilisations. Un constat auquel fait écho l'idée que " ce qui caractérise le système soviétique est l'aliénation de la volonté individuelle et la transformation de sujets

d'action historiques en objets de répartition du pouvoir, privés même de responsabilité sur leur propre vie [10] " .

Le thème de la violence installée dans les mentalités, jusqu'au coeur de la vie quotidienne a été très largement développé dans les premières années de la perestroïka, comme le rappelle Françoise Thom quand elle analyse la presse de ces années [11] : " Nous sommes des ennemis les uns à l'égard des autres. Il n'y a rien d'autre entre nous que de l'hostilité " ; nous sommes dépourvus de droits, même du simple point de vue de la vie quotidienne. Nos contacts [...] ne sont qu'une longue série d'humiliations [...]. Cette absence de droits se compense parfois de manière inattendue - par le désir d'humilier autrui ; nous assistons à un processus étrange pour lequel je ne peux trouver d'autre mot que " ensauvagement " [12].

La société soviétique qui va entre dans la perestroïka en 1985 n'est plus, depuis longtemps, celle du stalinisme et on peut, pour la caractériser, reprendre la formule de Pierre Hassner " d'autoritarisme post-totalitaire " [13]. L'épuisement du totalitarisme au sommet, puis l'injonction faite à la société de se démocratiser, de parler, permet la libération de la parole, notamment le récit des camps, des déportations, des répressions massives des années trente. La violence du système est mise à nu, avec un travail considérable de la mémoire.

Mais alors qu'une sortie du système soviétique sans cataclysmes, guerres civile ou coup d'Etat semblait peu vraisemblable, il faut bien constater que le processus social et politique qui a abouti à la fin de l'Union soviétique à l'automne 1991 s'est fait sans violence majeure, y compris lorsqu'elle était possible, voire attendue. Elle n'était pas au rendez-vous lors des grandes grèves des mineurs en 1989 et 1991, ni du côté des grévistes, ni du côté du pouvoir politique qui avait compris que les mineurs pouvaient être un allié dans sa lutte contre les conservateurs, mais surtout savait combien l'usage de la force l'aurait discrédité. La tentative de coup d'Etat d'août 1991 est encore plus caractéristique. Même si l'on ne peut voir la résistance d'une société toute entière dans la présence de la foule massée devant la Maison Blanche ou dans le refus du commando d'élite Alpha de donner l'assaut, , la mobilisation pacifique autour du Président Eltsine qui incarne la légitimité d'un pouvoir démocratiquement élu, n'en est pas moins un événement fondateur, qui montre avec éclat l'épuisement et l'illégitimité d'un système qui ne peut et ne veut plus recourir à la violence pour se maintenir.

Criminalité et insécurité

" Ces dernières années, la violence est devenue une caractéristique de notre temps. (...) la croissance de la criminalité touche à la fois la criminalité domestique et celle des groupes organisés, les femmes et les adolescents ont de plus en plus recours à la violence, on assiste à des accès de violence dans les conflits politiques et interethniques, qui ont aussi pour corollaire une progression très rapide du taux de détention d'armes dans la population " [14]. Si la criminalité existait déjà à grande échelle pendant la période soviétique, notamment dans ses aspects économiques, (corruption, détournements,..) mais aussi, dans le " hooliganisme " ou la violence domestique, la démocratisation et l'ouverture de la société d'une part, le développement des relations de marché et notamment tout ce qui a eu trait à la privatisation et au contrôle des ressources d'autre part, ont à la fois révélé et amplifié le phénomène.

Données objectives et sentiments subjectifs sont intimement mêlés dans l'appréciation que l'on peut porter mais une chose est certaine : les dernières années ont profondément modifié la perception que la société a de la criminalité, contribuant largement à bouleverser la perception qu'elle avait d'elle-même. De ce point de vue, la criminalité joue de la même manière que d'autres éléments de la vie sociale qui ont été en même temps révélés et amplifiés, la société se découvrant en même temps qu'elle se produit.

Il est impossible de refaire la statistique criminelle de la période soviétique, et l'on sait simplement que les chiffres officiels devraient être révisés à la hausse. Encore aujourd'hui, les spécialistes admettent d'emblée, avant toute analyse statistique, une proportion élevée de " criminalité cachée ", le terme recouvrant deux notions différentes : les crimes non déclarés, non découverts, ou dissimulés ; et ceux qui, bien que déclarés ne sont pas enregistrés comme tels et ne figurent donc pas dans les statistiques [15].

Le système soviétique avait produit un discours sur la violence et la criminalité : " La criminalité et les problèmes qui lui sont liés dans les pays socialistes étaient supposés radicalement distincts de ceux du monde capitaliste (...) en dépit d'une tendance négative du taux de criminalité en URSS pour les trente dernières années, la conscience sociale était animée de l'idée illusoire que ce problème était par avance réglé de façon positive dans la construction socialiste " [16]. Cette présentation met en évidence la relation ambiguë qu'entretenait le système avec ces problèmes : d'une part, un discours extrêmement idéologique, critiquant les " théories bourgeoises " qui masqueraient la véritable nature de la violence, utilisée par les puissances

impérialistes [17] ; d'autre part, un discours des autorités chargées de la lutte contre la criminalité, qui sont obligées de reconnaître qu'elle existe, mais pour mieux expliquer que le crime est le propre de la société de classes et que l'URSS s'achemine vers son éradication. A l'autre extrême, on trouve une explication très psychologique de la personnalité criminelle et de ses comportements, qui commande la politique de répression et de redressement à mener à son égard [18].

Si l'on se réfère à la fin de la période soviétique, une montée des crimes avec violence a été reconnue jusqu'en 1984-1985, suivie, semble-t-il, d'un déclin. La progression spectaculaire qui aboutit à la situation actuelle date de 1988 et 1989. Il faut aussi souligner que les catégories statistiques contemporaines concernant la criminalité en Russie sont complexes, en grande partie héritées de la statistique soviétique qui distinguait de très nombreuses catégories de " crimes ", beaucoup relevant de la " criminalité économique " ou des atteintes à la propriété de l'Etat sous diverses formes, ces crimes étant particulièrement sévèrement punis.

Si l'on prend comme référence une longue période, on constate entre 1960 et 1990 une multiplication par 3,2 de la criminalité en URSS, chiffre que l'on peut comparer à ceux des Etats-Unis (7,1), de la France (5,1) ou du Japon (1,5) [19]. Une comparaison avec la Suède (base 100 en 1950) montre le contraste entre les deux pays jusqu'en 1980, avec un indice de 263,8 pour l'URSS et 475,4 pour la Suède. En 1991, les deux pays ont retrouvé le même niveau (indice 556) [20]. V.V. Luneev note une différence qualitative dans les proportions entre crimes contre la personne et crimes contre les biens : on observe dans les pays développés une tendance de longue période à la baisse des atteintes à la personne tandis qu'augmentent les crimes économiques, contre les biens, ce qui est noté comme une " humanisation " [21] de la criminalité. La Russie appartiendrait à cette tendance générale, à la différence des pays d'Asie centrale par exemple, considérés comme pays en développement et connaissant par là un taux plus élevé de crimes avec violence.

Sur une période moins longue, on constate qu'entre 1976 et 1993, la criminalité a augmenté en moyenne de 239 % [22]. Plus précisément, elle a augmenté entre 1976 et 1985, pour retomber ensuite avant de remonter fortement à partir de 1989.

Ces années étant celles où, justement, la Glasnost commence à s'imposer jusque dans les statistiques et où l'atmosphère générale pousse plus à abonder sur la criminalité qu'à la cacher, il est ici difficile

de faire la part des données objectives, qui peuvent trouver leur explication dans le développement rapide des coopératives et du " petit business ", générateurs de comportements plus ou moins criminels, et dans la crise croissante des forces de maintien de l'ordre, et de ce qui relève de l'appréciation subjective du phénomène par la société à un moment donné.

EVOLUTION DES STATISTIQUES DE LA CRIMINALITE [23]

Année Nombre de crimes enregistrés Variation/année précédente

1976 834 998

1977 824 243 -13,0

1978 889 599 7,9

1979 970 514 9,1

1980 1 028 284 6,0

1981 1 087 908 5,8

1982 1 128 558 3,7

1983 1.398 239 23,9

1984 1.402 694 0,3

1985 1 416 935 1,0

1986 1 338 424 -5,5

1987 1 185 914 -11,4

1988 1 220 361 2,9

1989 1 619 181 32,7

1990 1 839 451 13,6

1991 2 167 964 17,9

1992 2 760 652 27,3

1993 2 799 614 1,4

L'élément le plus frappant dans cette statistique est sans aucun doute la grande irrégularité des variations. Il semble que régulièrement, il se soit opéré des " réajustements statistiques ", l'évolution sur longue période étant plus lisse. Le " pic " de 1983 s'explique largement par un changement de ministre de l'Intérieur, et l'on peut y voir plus généralement un effet de la " gestion Andropov " et de sa lutte ouverte contre la criminalité économique. En 1989, le développement accéléré des coopératives et du petit business s'accompagne de pratiques criminelles et des débuts de la " privatisation sécuritaire " ; en 1992, les bouleversements consécutifs à la privatisation et à la libération des prix favorisent l'accentuation de la criminalité économique. Ce qui expliquerait d'ailleurs une stabilisation à la baisse en 1993, non décelée dans les médias et dans l'opinion dont le degré d'inquiétude continue de croître de manière exponentielle. Il ne s'agit là que de tendances, de facteurs les plus visibles inscrits dans un faisceau beaucoup plus large.

La majorité des " crimes avec violence ", homicides et coups et blessures volontaires relèvent du fait divers, de la violence de rue ou encore de la violence domestique, (Ulitchnye ou na bytovom urovne). Les statistiques des meurtres sont celles qui augmentent le plus : les crimes ayant entraîné la mort seraient passés de trente-huit mille en 1990 à soixante-dix mille en 1994. Quant aux meurtres proprement dits, ils se sont élevés en 1995 à 31 500. Parallèlement, on observe une forte augmentation des disparitions de personnes recherchées sans succès (13 214 en 1990, 23 238 en 1994) ainsi que de la découverte de corps non identifiés (2 837 en 1990, 17 727 en 1994). Des changements qualitatifs sont aussi observés avec une augmentation spectaculaire de l'usage des armes à feu, autrefois rarissime. Sous le régime soviétique, il était difficile de s'en procurer, leur circulation était rigoureusement clandestine. Ainsi, la majorité des crimes étaient commis à l'arme blanche. En 1995, des armes à feu qui provenaient directement ou indirectement (vol) de sociétés de sécurité privées ont été utilisées dans 3 650 meurtres.

La violence domestique marque une continuité avec les autres types de violence dans une tendance générale à résoudre tout conflit par la violence : " Dans des conditions de stress général, de dégradation morale, de désorientation matérielle et sociale, la violence domestique est devenue " normale ", comme faisant partie de l'ordre des choses " [24]. Selon différentes estimations [25], les meurtres commis au sein de la famille constituent 30 % à 40 % du total. Bien que le

phénomène ne soit pas spécifique à la Russie, il y atteint des proportions considérables, en raison notamment de l'alcoolisme. L'absence de débat, de campagnes d'information, de politique publique sur ce thème est d'autant plus frappante. L'ampleur du phénomène semble être reconnue par tous mais acceptée comme une fatalité, ou plutôt comme un problème impossible à résoudre, au contraire d'autres formes de criminalité, qui seraient éradicables par la répression. Ceci a amené des spécialistes [26] à proposer une législation spécifique, pour les crimes domestiques, qui combine à la fois des aspects préventifs (travailleurs sociaux, centres d'accueil) et judiciaires (tribunaux et procédures spéciales, plus proches des procédures mises en place pour les mineurs).

Le commentaire qui suit fait justice des analyses qui confondent trop souvent violence et mafia " la plupart des crimes graves ne sont pas commis en résultat de conciliabules et d'un calcul subtil, mais, comme une explosion, sous les yeux de tierces personnes (...) après un événement anodin et le plus souvent dans un contexte de débordements d'ivrogne " [27].

La criminalité organisée

" La situation est arrivée à un point tel qu'il est plus facile de tuer un concurrent que de lui faire concurrence " [28]. La criminalisation de l'économie et du pouvoir est devenue l'un des points d'entrée principaux pour analyser la Russie aujourd'hui [29]. Une version apocalyptique ne voit dans ce pays qu'une " grande révolution criminelle ", et une version plutôt cynique analyse froidement le phénomène comme l'un des avatars de la " transition ".

La criminalité organisée est en fait loin de constituer la majorité des manifestations de la violence. Mais il est essentiel de s'attarder sur le phénomène, car il est au cœur de ce que l'on peut appeler la " nouvelle violence " en Russie, en tout cas dans son caractère ouvert.

Les assassinats commandités d'hommes d'affaires, de banquiers, de députés ou de journalistes sont plus impressionnants et très médiatisés ; ils ont augmenté de manière exponentielle dans les dernières années (562 en 1994 selon les chiffres officiels), et dépassent depuis 1993 en pourcentage la croissance des meurtres domestiques. Il s'agit de meurtres " professionnels " à deux titres : ils sont commis par des professionnels et ont pour objet le monde des affaires et de l'argent. La moitié des victimes sont des businessmen,

mais des journalistes trop curieux ou des magistrats trop zélés sont aussi la cible des tueurs à gages.

Régulièrement, la presse ou les spécialistes dressent une cartographie, particulièrement impressionnante pour Moscou et sa région, des " mafias " qui se partagent le territoire en le contrôlant, si bien qu'on a le sentiment qu'il n'y a plus un mètre carré dans la région de Moscou, appartements privés ou marchés, banques ou restaurants qui ne leur appartiennent. Le caractère " ethnique " de ces groupes est très souvent souligné, sans que des preuves soient jamais avancées d'une division aussi rigoureuse du territoire et des tâches. Aux uns la fausse monnaie, aux autres l'argent de la drogue blanchi dans les casinos ou les banques, à d'autres encore le marché immobilier. Sans prétendre nier des faits qui se produisent chaque jour, la réalité est sans doute plus complexe, les connexions entre groupes et entre ceux-ci et le pouvoir sont multiples. Quant à la frontière entre légalité et illégalité, elle est beaucoup plus floue que ne le laissent penser les déclarations à propos des " criminels organisés ".

Un autre domaine lie la criminalité organisée à une violence qui s'étend à tous les niveaux de la société : le racket, qui concerne pratiquement toute activité privée, qu'elle soit elle-même ou non illégale, de l'entreprise employant plusieurs milliers de personnes au kiosque de la rue. Le paiement d'une protection est arraché de force au départ, parfois ensuite consenti avec d'autant plus de bonne grâce que la protection peut s'avérer plus efficace que le recours aux forces de l'ordre public. Un nombre élevé de crimes graves, meurtres, incendies, enlèvements, etc., ont un rapport direct avec le racket, soit lorsque deux groupes se disputent un territoire, soit lorsqu'un " protégé " ne veut plus payer. Le racket est ainsi assimilé à un impôt d'un genre particulier, certes, mais en définitive pas plus contestable qu'un autre car assorti de contreparties, sorte de prix à payer, parmi d'autres, pour le " passage au marché ". On peut ajouter que les activités liées au racket s'exercent parfois dans un vide pénal et juridique [30] qui ne facilite pas l'action et qu'il s'agit d'un domaine où les liens avec les forces de l'ordre corrompues sont les plus évidents.

On peut aussi tenter de dresser le portrait des acteurs de cette violence, ceux que K. Shlégel [31] appelle les Voyaks (va-t-en-guerre), type social inédit en Russie : des conflits " pour rien " mettent en scène ce nouveau personnage, plutôt civil que militaire, en situation d'échec personnel, incapable d'efforts et de travail pour construire une nouvelle vie. La voie de la violence est pour lui la plus simple et la plus rémunératrice. Il est armé, amateur de vidéos, sans idéologie, prêt à

travailler pour n'importe qui, et possède la capacité de s'intégrer à ce qui est devenu une économie de guerre. Il est vainqueur car il joue sur le caractère inattendu du phénomène, sur la panique et l'hystérie, la lâcheté et l'incapacité de résistance d'une société anomique. Ce portrait est schématique mais son intérêt est de sortir de la pure instrumentalité de la violence criminelle organisée.

Régulièrement, des scandales mettent en évidence, non seulement une corruption " à la base " des membres des forces de l'ordre, du policier chargé des infractions au code de la route jusqu'à l'inspecteur en charge d'affaires criminelles, mais l'implication de hauts responsables des services de sécurité dans des activités criminelles. Ceux-ci sont périodiquement mis en cause, souvent lorsque d'autres responsables, éventuellement dans des services concurrents, organisent des opérations de " nettoyage " visant à mettre fin à la corruption à l'intérieur de l'Etat. La crise de la police marque à ce titre l'incapacité de l'Etat à assurer une de ses fonctions " naturelles ", la sécurité des biens et des personnes. Le taux de résolution des crimes était en Russie de 50 % en 1992, un chiffre équivalent au taux moyen mondial et très supérieur à celui des Etats-Unis (22 %) mais évidemment difficile à comparer aux 95 % affichés pendant la période soviétique [32]. Cet indicateur correspond non seulement à une statistique plus objective, mais à une véritable dégradation de l'activité policière, tétanisée par les changements en cours, dès 1987-1988. La crise de la police est aussi beaucoup une crise de confiance de la population envers ses forces de l'ordre, qui se solde par une criminalité dite " latente " ou cachée, c'est-à-dire non enregistrée, ou bien par décision des policiers après dépôt d'une plainte, ou bien par non-déclaration ou non-communication. Dans le premier cas, le discrédit de la police est renforcé, ce qui provoque une progression du deuxième cas.

Cette crise profonde de la police a conduit à une privatisation de la sécurité. Des individus et des entreprises ont dès la fin des années quatre-vingt commencé à se protéger en ayant recours à des milices privées, parfois créées par les Afghantsy (soldats ayant combattu en Afghanistan), fondateurs de multiples réseaux d'entraide qui ont parfois abouti à une reconversion dans des entreprises de sécurité. Les Afghantsy fournissent notamment un contingent important des services de sécurité des banques, véritables milices en liaison étroite avec certaines fractions des forces de l'ordre [33].

Sans qu'on puisse s'appuyer sur des données chiffrées, il semble que la corruption est telle qu'une partie non négligeable des capitaux

considérables accumulés par les acteurs privés en Russie est utilisée à verser des pots-de-vin aux fonctionnaires, y compris à la police. Un élément qui pourrait, à terme, renverser le processus, si les entrepreneurs en venaient à considérer qu'il vaut mieux payer des impôts que des services de sécurité privés et des pots-de-vin. Mais, le problème ne relève pas d'un simple calcul de coûts et avantages et pose beaucoup plus profondément la question de la confiance dans les institutions et dans la capacité de l'Etat à assurer la sécurité comme le fonctionnement de l'économie.

La collusion des groupes criminels avec la police dans de nombreuses villes a été notamment mise en évidence par l'opération " mains propres " lancée en novembre 1995 par le nouveau ministre de l'Intérieur Andreï Koulikov. Son prédécesseur, Viktor Erine, était considéré comme le protecteur de la corruption policière. Une opération de ce type peut se trouver freinée si elle va trop loin en risquant de compromettre des personnalités de premier plan.

En effet, jusqu'à de hauts niveaux de responsabilité dans l'Etat, on observe des règlements de comptes entre " clans " rivaux. Il peut s'agir soit de véritables organisations criminelles directement impliquées dans des opérations de détournements de fonds et illicites soit, dans un sens plus politique, des différentes factions qui forment l'entourage du Président et du gouvernement. Il est très important de distinguer ces deux niveaux, même si dans le second cas, des implications criminelles sont souvent présentes, chaque groupe s'appuyant sur des secteurs de l'économie bien précis, eux-mêmes fortement criminalisés (complexe militaro-industriel, nickel, pétrole et pétrochimie, secteur bancaire, achat d'espace publicitaire à la télévision, etc.).

Dans ces situations, il est rare que la liquidation physique, le meurtre commandité soient utilisés. Rumeurs publiques, révélations spectaculaires par voie de presse de faux secrets éventés, suivis de limogeages destinés à donner à l'opinion l'impression que la situation est maîtrisée, sont les mécanismes les plus courants. On pourra en revanche supprimer un journaliste trop opiniâtre, un homme d'affaires qui fait défection ou un fonctionnaire régional trop zélé.

Il nous semble toutefois important d'établir cette distinction pour souligner que la mafia n'est pas forcément directement infiltrée au coeur de l'Etat, que les processus en jeu sont plus complexes que ne le laissent voir les manifestations de la criminalité organisée et que l'on ne sait pas toujours qui manipule qui. Il est certain en revanche, que

la Russie post-soviétique offre l'image d'un système où l'économique et le politique sont profondément intriqués. Ceci était déjà vrai pendant la période soviétique. Mais il existait des règles de comportement, des circuits obligés, notamment les circuits politiques et les rouages du Parti. Une fois ceux-ci disparus dans leur principe de contrôle et de régulation, y compris de l'illégalité, les intérêts économiques et politiques, dont le ressort essentiel est le pouvoir et les ressources qu'ils procurent, se sont retrouvés face à face, à l'état brut. Ils se sont appuyés, en partie sur les anciennes règles tacites du système, et surtout, sur des réseaux de relations personnelles tissés de longue date, tout en devant en même temps adopter de nouvelles stratégies et trouver de nouveaux partenaires, que ce soit dans les générations montantes des " nouveaux Russes " ou dans des connexions internationales qui peuvent, mais ce n'est pas toujours le cas, relever de la vraie Mafia.

La distinction entre criminalité organisée étendant ses ramifications jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir et délinquance ou criminalité ordinaire est bien sûr en partie artificielle. Comme partout ailleurs dans le monde, les connexions sont permanentes entre grands groupes organisés et petits délinquants. Plus qu'ailleurs peut-être, le hasard ou l'incertitude fait que des gens se retrouvent en situation de participer de près ou de loin à des activités criminelles. Les structures privées en lien avec le monde criminel sont tellement nombreuses qu'un jeune diplômé ou étudiant à la recherche d'un salaire a des chances non négligeables de trouver un travail dans une entreprise en marge de la légalité ou tout à fait criminelle.

Le secteur de l'immobilier, notamment à Moscou et à Saint-Pétersbourg, est un exemple de ce milieu où se côtoient petits délinquants, hommes de main et grand banditisme. Les récits sont légion d'expulsions monnayées (contre argent ou relogement) ou forcées (allant parfois jusqu'à l'élimination des plus récalcitrants ou des plus démunis) des habitants de bâtiments beaux mais vétustes, souvent situés en centre-ville et qui constituent des opérations immobilières potentielles particulièrement intéressantes [34].

Au sociologue qui lui demandait pourquoi il avait accepté de répondre, l'une des personnes interrogées dans une enquête menée à Saint-Pétersbourg [35] répond : " Parce que c'est mieux que l'on raconte moins de contes de fées [à propos de la situation] ; je fais ce que l'Etat ne peut pas faire, permettre un business normal et assurer la sécurité ; et je ne le fais pas si mal (...). Et après tout, le crime organisé, c'est mieux que le crime non organisé, non ? "

Le pouvoir sur la redistribution des ressources, assuré par le contrôle d'un territoire et l'allégeance des " protégés " peut être aussi important que les ressources elles-mêmes. Dans cette situation, le recours à la violence obéit à une instrumentalité forte, comme une ressource mobilisée pour menacer, faire céder, ou éliminer. La privatisation de la violence en Russie, qui n'est peut-être qu'un élément de la tendance plus générale à la privatisation de la vie sociale [36] est engagée de telle manière que les fonctions de l'Etat sont assurées par des forces privées, en infraction aux lois de l'Etat, mais en partie sous leur protection et dans la confusion des rôles. Mais ces forces privées rétablissent un monopole sur le territoire, géographique ou sectoriel, qu'elles contrôlent, même à l'échelle d'un pâté de maisons. Par ailleurs, l'Etat continuant d'exercer des prérogatives et des capacités d'action à l'échelle du territoire de la Fédération de Russie, voire au-delà, on aboutit à une privatisation imparfaite.

Le bezpredel en héritage

La persistance et l'aggravation de la violence au sein des institutions constituent sans aucun doute l'héritage le plus flagrant de la période soviétique, procédant à la fois de ses fondements et de son épuisement. Les institutions répressives " classiques " sont en effet devenues le lieu de tous les débordements.

Le terme de bezpredel [37], arbitraire sans limites, est venu du vocabulaire des camps et des prisons pour prendre ensuite une acception plus large. Si l'on évoque un héritage, c'est parce que l'enfermement, qu'il s'agisse des camps, des prisons, des malades mentaux, était le domaine le plus marqué par la violence dans le système soviétique.

La Glasnost permit une mise au jour de cette violence qui apparut alors comme un point de non-retour. La dénonciation des faces les plus honteuses de la stagnation brejnévienne, non pas les millions de déportés, mais l'arbitraire quotidien, semblait en elle-même un antidote. La fin du système soviétique n'a pas mis fin à ces manifestations qui ont eu plutôt tendance à s'aggraver, notamment dans l'armée. Pour Ū.M. Antonân, le bezpredel des prisons " non seulement décrit les comportements arbitraires de l'administration (...) mais rend surtout compte de la situation de non-droit des prisonniers, de l'indifférence de la société à leur égard, de la misère de leur quotidien et de la violence cruelle dont beaucoup sont l'objet de la part des autres prisonniers " [38].

La même phrase pourrait être écrite pour décrire les relations qui règnent dans l'armée, entre officiers et appelés, ou surtout entre appelés plus âgés et jeunes recrues, la *dedovchtchina*. Une littérature abondante existe sur ce sujet, qui a été largement dénoncé à travers la presse pendant la *perestroïka*, a mobilisé l'association " Le bouclier " et le Comité des mères de soldats, puis est devenu l'objet d'études sociologiques et scientifiques, y compris à l'intérieur de l'institution militaire [39]. Ces pratiques dégradantes et ces violences, exercées particulièrement par les appelés plus âgés (le service militaire dure deux ans) sur les nouvelles recrues sont massives. Désignées sous l'euphémisme officiel de *neustavnye otnochennye* [40], elles sont, selon les sondages, observées et confirmées par 50 % à 70 % des appelés, simples soldats et sergents [41]. Elles provoquent des séquelles graves, des maladies mentales, des suicides, et comptent pour beaucoup dans les très nombreux [42] décès de soldats (hors conflits armés) enregistrés chaque année. Avec le passage de la condition de victime à celle de bourreau (la jeune recrue passant en deuxième année et accédant au rang de " grand-père ", selon l'expression argotique consacrée), ces pratiques instituent, un double comportement, celui de la " morale universelle " et celui de la " morale virile " : " La violence physique et une vision hiérarchisée de la société s'y mêlent dans un noeud inextricable avec la violence institutionnelle de l'armée, où le monde apparaît comme un champ de bataille " [43].

La pratique similaire de *zemplâcestvo*, qui s'exerce en fonction de l'origine nationale, a au cours des années soixante-dix et quatre-vingt pris autant, sinon plus d'importance, avec le poids démographique des Républiques d'Asie centrale et de Transcaucasie, visible dans les casernes et vécu comme une menace par les Russes, les attitudes racistes ou xénophobes étant accentuées dans l'institution militaire. Le refus de cette pratique a ensuite été l'un des moteurs des revendications nationales des Républiques à la fin des années quatre-vingt, lorsque ces questions sont devenues l'objet d'un débat public et ont cessé d'être systématiquement occultées par l'institution militaire [44]. A " l'école de la cruauté ", s'ajoute donc une " école de la haine " envers des groupes nationaux. Le récit fait par un jeune policier russe, membre des unités spéciales OMON après plusieurs mois en Tchétchénie, en est une illustration : " Je suis né dans le Caucase du Nord et on m'avait toujours appris à respecter les peuples et les cultures du Caucase. Tout a été fini avec le service militaire, dès le voyage en train qui nous conduisait dans notre unité. Les groupes se sont formés par nationalité, " ils " (les Caucasiens) étaient toujours plus nombreux, j'ai souffert pendant deux ans.(...) Peut-être que chaque peuple a ses qualités, mais moi je les déteste, je les méprise

(...) Les Tchétchènes, c'est pareil, ce ne sont pas de vrais soldats, ils tirent dans le dos (...) " [45].

La violence de l'Etat

L'Etat lui aussi, malgré le processus de démonopolisation de la violence décrit plus haut, notamment pour certaines des fonctions traditionnelles de l'Etat en matière de sécurité, a recours à la force. Il est faible mais d'autant plus capable de violence qu'il est peu légitime et traversé de forces centrifuges. Ces forces ont de plus en plus tendance à instrumentaliser les ressources coercitives dont elles disposent pour des intérêts privés ou de groupes.

Les événements d'octobre 1993, au cours desquels se sont succédés le coup de force " illégal " d'un président " légitime " - la dissolution du Parlement - et la rébellion, écrasée dans le sang, du Parlement russe, en conflit ouvert avec le Président depuis plusieurs mois, marquent dans l'histoire contemporaine de la Russie une étape aussi importante qu'août 1991, mais en sens opposé. Dans les deux cas, la question du passage ou du non-passage à la violence est fondamental et détermine la légitimité des acteurs et des institutions. En ce sens, le Président russe a perdu avec l'assaut de la Maison Blanche (3 et 4 octobre 1993) une grande partie de la légitimité qu'il avait gagnée devant ce même bâtiment en août 1991. Le tabou du sang, de la guerre civile, a été brisé, et pour la majorité de l'opinion, il l'a été par le pouvoir. Le recours à la violence en 1993 a profondément aggravé la coupure entre l'Etat et la société, déjà entamée avec les réformes économiques de 1992. On a pu ainsi parler d'une " limite invisible qui a été franchie " : " Tout a changé depuis octobre 1993, la violence résonne à nouveau mais de manière ouverte, au vu et au su de tous, à la différence des sociétés fermées où l'on efface les traces. La violence est devenue une manifestation à laquelle il faut s'habituer " [46].

[Lire la suite](#)

[1] Anne Le Huerou est doctorante à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

[2] Cette étude doit beaucoup aux discussions menées au sein du CADIS, qui ont permis de combiner l'approche sociologique avec celle des " études russes ", mais aussi à la relecture attentive et critique de

Myriam Désert et Gilles Favarel-Garrigues. Sans oublier, sur un thème délicat, l'hospitalité et les conseils de mes interlocuteurs russes.

[3] Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence : essai de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

[4] L'ouvrage collectif *Totalitarismes*, Guy Hermet (dir.), Paris, Economica, 1984, reste une référence.

[5] Le bilan des violences et des victimes des soixante-dix années de régime soviétique reste difficile à établir avec exactitude : on sait que la collectivisation a fait entre cinq et dix millions de victimes, qu'en 1953, deux millions et demi de personnes étaient en camp ou colonie de travail ; quant au bilan de la Seconde Guerre mondiale, il est établi aujourd'hui à vingt-six ou vingt-sept millions. Cf. notamment Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, qui relie les événements les plus tragiques de l'histoire soviétique aux statistiques démographiques.

[6] Dont les deux plus marquants restent *L'archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne (Paris, Seuil, 1974-1976), et peut-être plus encore les *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov (Paris, La Découverte, Fayard, 1974-1976).

[7] Cf. le témoignage d' Ivan Koriaguine, " Derrière les murailles grises " in *Continent*, n° 1, 1988, p. 44-49.

[8] Cf. infra., dans la deuxième partie, la description de la *dedošcina*.

[9] Bertrand Badie, " Les ressorts culturels du totalitarisme ", dans *Totalitarismes*, op. cit., p. 116.

[10] Boris Slavnyj, " *Grazdanskoe občestvo ili grazdanskaâ vojna ?* " [*Société civile ou guerre civile ?*] in *Znamâ*, 1992, n° 2, p. 212-225.

[11] Françoise Thom, *Le moment Gorbatchev*, Paris, Hachette-Pluriel, 1989.

[12] Respectivement *Literaturnaâ Gazeta*, 17/2 et 5/10, 1988 et *Les Nouvelles de Moscou*, 10 juillet 1988, cités par Françoise Thom, op. cit., p. 16.

[13] Pierre Hassner, " Le totalitarisme vu de l'Ouest ", dans *Totalitarismes*, op. cit., p. 33.

[14] Ūri M. Antonân, Zestokost' v našej zizni [La cruauté dans notre vie], Moscou, Infra-M, 1995, p. 54.

[15] Izmeneniâ prestupnosti v Rossii [Les évolutions de la criminalité en Russie], Kriminologiceskaâ assosiaciâ [Association criminologique], Moscou, 1994, p. 5-6.

[16] Luneev V.V, " Tendencii prestupnosti : mirovye, regional'nye, rossijskie " [Les tendances de la criminalité : mondiales, régionales, russes] in Gosudarstvo i Pravo, n° 5, 1993, p. 3.

[17] Cf.. Denissov V.V, Sociologiâ nasiliâ, Moscou, Politizdat, 1975.

[18] Voir notamment Walter D. Connor, Deviance in Soviet Society, New-York and London, Columbia University Press, 1972 ; Ilya Zeldes, The Problems of Crime in the USSR, Springfield (Ill), Charles C. Thomas, 1981.

[19] Viktor V. Luneev, " Tendencii prestupnosti : mirovye, regional'nye, rossijskie ", op. cit., p. 7.

[20] Idem., p. 12.

[21] Ibid.

[22] " Criminal Russia : 1/ The Unbounded disorder of the time of Transformation of Property " in Russian politics and law, juillet-août 1995, p. 9. [traduction d'une série d'articles parue dans Izvestiâ sous le titre " ugolov'naâ Rossiâ "[La Russie criminelle].

[23] Source : ministère de l'Intérieur et ministère de la Justice de Russie. Chiffres parus dans Russian Politics and Law, juillet-août 1995, p. 10.

[24] Entretien avec Vitali Kvashis, Institut de criminologie, Moscou, 8 mai 1996.

[25] Les statistiques distinguant la cause des homicides donnent des chiffres inférieurs car la majorité des meurtres sont classés en " autres raisons ", ce qui n'est pas propre à la Russie.

[26] D.A. Šestakov, " Konsepcii zakonoproekta o preduprezdenii nasiliâ v sem'e ", mezhdunarodnaâ konferenciâ, "deviantnoe povedenie i social'nyj kontrol' v posttotalitarnom obščestve"[conceptions du projet

de loi pour la prévention de la violence à l'intérieur de la famille. Conférence internationale "comportement déviant et contrôle social dans une société post-totalitaire", trudy Sankt-Peterburskogo filiala Instituta sociologii RAN (publications de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Saint Pétersbourg)- seriâ II, n°1, Saint-Pétersbourg, juin 1996, p. 39.

[27] Ūri M. Antonân, Zestokost' v našej zizni [La cruauté dans notre vie], op. cit., p. 59.

[28] Entretien avec D.V., politologue et expert, 26 avril 1996.

[29] Cf. notamment Mark Galeotti, " Organized crime in Moscow and Russian national security ", Low Intensity Conflict and Law Enforcement, vol. 1, n° 3, hiver 1992, p. 237-252 ; " Organized crime IV : the Russian connection " in Journal of Contemporary Criminal Justice, vol. 11, n° 4, décembre 1995, numéro spécial consacré à l'histoire et aux différentes manifestations de la criminalité organisée en Russie.

[30] M. P. Klejmenov, O. V. Dmitriev, Deâtel'nost' organov vnutrennih del po bor'be c vymogatel'stvom [L'activité des services des Affaires intérieures dans la lutte contre le racket], Omsk, MVD, Ecole supérieure de la police, 1995. Les auteurs soulignent notamment la difficulté de lutter contre le racket quasi légal des services de sécurité privés de certaines entreprises ou compagnies d'assurances.

[31] Karl Slëgel', " Novyj porâdok v nasillie : razmyšleniâ o metamorfozah nasiliâ " [Le nouvel ordre de la violence : réflexions sur les métamorphoses de la violence] ; Rossijsko-germanskij dialog : nasillie v posttotalitarnyh obščestvah [Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires] in Voprosy filosofii, n° 5, 1995, p. 3-47.

[32] Viktor V. Luneev, " Tendencii prestupnosti : mirovye, regional'nye, rossijskie ", op. cit., p.15.

[33] Jacques Sapir, Le chaos russe, Paris, La Découverte, 1996.

[34] Les nouvelles de Moscou en date du 1er août 1996 font état d'une enquête récente réalisé par un sociologue de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences à Saint-Pétersbourg dans le milieu du "moyen banditisme". Il s'agit d'entretiens approfondis portant sur plusieurs dizaines de membres du "milieu" pétersbourgeois. L'un des interviewés

explique comment " toutes les méthodes " sont utilisées pour expulser les habitants, " de simplement expliquer au gars qu'il 'n'habite plus ici', jusqu'aux plus brutales "

[35] Idem.

[36] Vladimir Shlapentokh, " Russia : privatisation and illegalization of social and political life ", *The Washington Quarterly*, 19 (1), hiver 1996, p. 65-85.

[37] "Absence de limites", ou "arbitraire" (on utilise aussi proizvol). Ces termes ont été employés massivement pendant la perestroïka, notamment dans les journaux et les revues qui dénonçaient les conditions de vie et les exactions commises dans l'armée ou dans les prisons. Ces termes appartiennent désormais, dans l'opinion et dans les médias, au vocabulaire commun dès qu'il s'agit de nommer ou dénoncer des situations d'abus, de violations de droits, de violence, particulièrement lorsqu'elles sont le fait des institutions.

[38] Uri.M. Antonân, op. cit., p. 67.

[39] On peut citer ici les travaux de I. V. Merkulov, " Proishozdenie i sušcnost' dedovščiny v armii " [Origine et essence de la dans l'armée] in *Sociologičeskie issledovaniâ*, n° 12, 1992 ; N. I. Marcenko, " K voprosu o genezise i sušcnosti neustavnyh otnošenii " [A propos de la genèse et de l'essence des relations non réglementaires] Idem., n° 12, 1993 ; Vladimir V. Ivanov, " Sistemnyj vzglâd na prirodu dedovščiny " [Un regard systémique sur la nature de la dedovščina] Ibid., n° 3, 1995 ; Igor V. Obrazcov., " Formy proâvleniâ neustavnyh otnošenii " [Les manifestations des relations non réglementaires] Ibid., n° 1, 1996 ; Uri. M. Antonân, op. cit., chap. 3, p. 81 sq. Il existe aussi les rapports des Comités de mères de soldats, notamment de l'organisation indépendante de Saint-Pétersbourg, qui travaille beaucoup sur cette question ; cf. aussi le rapport du Conseil de l'Europe concernant la demande d'adhésion de la Russie, Doc. 7463, 1995, § 57, p. 13.

[40] Relations non réglementaires, définies comme " toute forme d'atteintes à la personne et aux droits des appelés de la part d'autres appelés, de n'importe quelle catégorie que ce soit, aggravées par l'impunité jusqu'à devenir des infractions au droit ", par. S. I. S'ebin et. V. M. Kruk in *Dedovščina v voïnskih kollektivah : priciny, vyâvleniâ i iskoreniâ. Social'no psihologičeskij aspekt* [La dedovščina dans les

collectifs militaires : causes, mise à plat et voies d'éradication], Moscou, VPA, 1990.

[41] UriÛÛ. M. Antonân, Zestokost' v našej zizni, op. cit., publie des extraits de lettres, témoignages et documents, p. 86 sq.

[42] Huit mille, selon les mères de soldats ; 95 pour 100 000 selon une enquête du Parquet militaire et du ministère de la Défense réalisée en 1991 (URSS).

[43] Uri Levada, L'homme soviétique ordinaire, op. cit., chap 5, p. 146.

[44] Idem., p. 141.

[45] Entretien avec Oleg, 26 ans, OMON dans une unité envoyée plusieurs semaines en Tchétchénie, 27 avril 1996.

[46] Karl Slëgel', " novyj porâdok v nasilie : razmyšleniâ o metamorfozah nasiliâ " [Le nouvel ordre de la violence : réflexions sur les métamorphoses de la violence] in Rossijsko-germanskij dialog : nasilie v posttotalitarnyh obščestvah [Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires], Voprosy filosofii, n° 5, 1995, p. 3-47.

Russie : les paradoxes de la violence (Partie 2)

Anne LE HUEROU

La violence de l'Etat peut aussi venir de l'action arbitraire et incontrôlée d'institutions héritées d'un système non démocratique, où les vraies instances de décision ne sont pas élues, et où l'absence de contrôle mène facilement à l'arbitraire et à la violence. Ainsi en est-il du Conseil de Sécurité, organisme censé veiller sur les intérêts supérieurs de l'Etat, mission peu compatible avec la transparence et le contrôle démocratique, et dont le rôle n'a cessé de croître depuis son institution en mars 1992. L'acception du terme sécurité y est très étendue, ce qui peut autoriser le Conseil à former une sorte de directoire des affaires du pays. L'enjeu qu'a représenté en juin 1996 la nomination d'Alexandre Lebed au poste de Secrétaire général de ce conseil indique bien l'étendue des pouvoirs accordée à cette fonction. Quant aux services de sécurité, ex-KGB devenu FSB, ils cumulent les expressions de violence politique et économique, et sont accusés de connexions avec le crime organisé [1] et de nombreuses violations des droits de l'homme [2].

Conséquence directe de la crise financière et de la crise de commandement de l'armée, la " criminalité en galons " a augmenté de 25 % en 1995, avec une augmentation de 76 % pour les crimes graves et un doublement des meurtres. Si la majorité des crimes sont commis par les appelés, de plus en plus sont le fait d'officiers. Les crimes et délits les plus courants sont l'abus d'autorité, la corruption, le trafic et la revente d'armes et de munitions. La réforme de l'armée est constamment freinée et le maintien de structures doubles voire multiples est souvent considérée comme une menace pour la démocratie [3]. Les liens entre forces armées et crime organisé sont de plus en plus manifestes [4].

La criminalité à l'intérieur de l'armée correspond-elle à des comportements susceptibles de basculer dans la violence politique, par exemple dans un coup d'Etat des officiers non soldés depuis des mois, ainsi que le prédisent régulièrement des hauts responsables militaires, exhortant l'Etat à faire face à ses obligations ? Ou bien relève-t-elle de significations classiques, que la position et les ressources de ses auteurs rendent plus spectaculaires et objectivement plus déstabilisatrices pour l'ensemble de la société ?

L'héritage soviétique en ce domaine favorise les tendances centrifuges, avec la dispersion des appartenances et des commandements des forces de l'ordre comme des forces armées. Les logiques historiques, stratégiques ou politiques qui ont présidé à cette disposition ne sont plus pertinentes, ni opérationnelles aujourd'hui. Il n'en subsiste que dispersion et confusion. Le ministère de l'Intérieur (MVD) a la particularité d'avoir sous ses ordres, outre les forces de police " classiques " (Militsia) et des unités spéciales d'intervention (les OMON, créées dans les tout derniers moments de l'Union soviétique et utilisées pour des interventions dans les conflits liés à l'éclatement du pays), des unités militaires en nombre non négligeable. Celles-ci ont été particulièrement impliquées dans la guerre en Tchétchénie, ce qui permettait d'autant plus facilement aux autorités russes de tenir le discours d'une " affaire intérieure " réglée par des forces relevant du maintien de l'ordre, surtout après la nomination du Général Andreï Koulikov, un " transfuge " de l'armée, à la tête du MVD. Ceci complique l'analyse des acteurs impliqués dans le conflit tchéchène, comme d'ailleurs d'autres conflits armés de la région. La Russie y est impliquée de manière ambiguë, officiellement comme force de maintien de la paix entre deux parties en conflit, mais apparaît le plus souvent comme soutenant l'une des parties. Le conflit abkhaze est un bon exemple de cette ambiguïté, mais l'on pourrait aussi citer le cas du Tadjikistan. A la multiplicité des acteurs partie prenante (corps de gardes-frontières dépendant du ministère de la Défense avec un commandement distinct, mais aussi OMON relevant du MVD), s'ajoutent les incohérences, voire les divergences ou les rivalités qui opposent leurs commandements respectifs. Cette situation rend particulièrement peu lisible le rôle de la Russie dans les conflits qui affectent le " proche étranger " [5], et elle donne le sentiment général que l'armée en tant que telle est marginalisée.

Il faut ajouter à ce tableau les forces spéciales relevant du FSB (ex-KGB pour ce qui relève du territoire de la Russie), et notamment les commandos Alpha qui s'étaient illustrés en août 1991 en refusant de donner l'assaut à la Maison Blanche, et les différentes " gardes " dont la plus célèbre est la garde présidentielle, que le Général Korjakov, un ancien proche de Boris Eltsine aujourd'hui en disgrâce, a amené à un effectif de cinquante mille hommes. On peut aussi mentionner les milices bancaires [6], dont les liens sont directs et permanents avec les forces précédemment citées, et qui marquent un pas de plus dans la privatisation.

Cette situation est lourde de conflits et de rivalités qui basculent régulièrement dans la violence. On peut citer, par exemple, deux

épisodes de la guerre des polices ou des services. En décembre 1994, des membres de la Garde présidentielle, cagoulés et méconnaissables, prennent d'assaut l'une des banques privées les plus importantes de la capitale, très liée au maire, la Most Bank, et tirent ensuite sur des forces de police ainsi que sur des agents du FSB venus sur les lieux et croyant à une opération criminelle. Quelques mois plus tard, un échange de coups de feu entre policiers et agents du FSB faisait un mort et deux blessés graves dans la rue, en plein jour, à Moscou. Les deux incidents ont des origines différentes : dans le premier cas, le Général Korjakov a utilisé dans une stratégie à double détente des forces publiques pour régler avec une institution privée des comptes qui n'avaient sans doute directement à voir ni avec l'une ni avec l'autre. L'incident traduisait plutôt une lutte pour le contrôle des médias dont l'enjeu principal était, à ce moment-là, une rivalité sans merci entre le Général Korjakov et Vladimir Gussinski, patron de la chaîne indépendante NTV, en partie financée par la Most Bank. Dans le second cas, l'affaire relève peut-être plus de la bavure, mais n'en est pas moins révélatrice des rivalités et de la désorganisation qui règnent.

Cette tendance à la privatisation, à l'apparition d'une multitude de forces paramilitaires, de mercenaires, de " miliciens, condottieri et brigands " [7] est beaucoup plus importante dès que l'on dépasse les frontières de la Russie vers le Caucase ou de l'Asie Centrale. Néanmoins, le rôle que continue d'y jouer la Russie, y compris et surtout sur le plan militaire, impliquait au moins de le mentionner. Dans de nombreux conflits de ces dernières années, les forces armées russes, censées maintenir la paix, ont souvent contribué à la guerre, que ce soit par des ventes d'armes et de munitions par les unités de l'ex-armée soviétique auparavant stationnées dans ces Républiques, ou par le soutien d'unités militaires à l'une ou l'autre des parties, parfois aux deux.

Andrei Fadin [8] définit ces conflits comme n'étant ni des guerres (faiblesse des protagonistes, alternance de combats et d'accalmies) ni des révolutions (maintien des hiérarchies sociales et des élites). Il y voit plutôt une réorganisation de l'espace ex-soviétique par l'établissement d'une nouvelle hiérarchie nationale et étatique, unique par son ampleur au vingtième siècle. Il insiste surtout sur la diffusion, au-delà du conflit armé lui-même, de la violence qui devient dans les zones concernées partie intégrante de la vie quotidienne et de la culture politique. Une génération de " déracinés " s'est formée, socialisée par la violence, sans autres repères, incapable de retourner à la vie civile et d'abandonner le statut acquis par exemple dans les

différentes milices. Ces conflits sont largement le fruit d'une lutte pour l'appropriation des ressources entre les anciennes élites locales et une contre-élite surgie à la fin des années quatre-vingt. Reposant sur l'utilisation comme ressource d'un sentiment national et d'une revendication d'identité réels, ces conflits ont basculé dans la violence, voire dans la guerre civile comme en Géorgie.

L'approche qui prévaut généralement dans l'analyse des conflits interethniques est une approche en termes de " points chauds " [9], qui privilégie le monitoring des conflits ouverts ou potentiels, qu'il s'agisse des Nouveaux Etats Indépendants ou de la Fédération de Russie elle-même. Un atlas récent de la Russie [10], par ailleurs remarquable de précision et de qualité, présente cent soixante-dix conflits en Fédération de Russie. En se penchant sur le détail des conflits recensés et cartographiés, on constate que la plupart sont des revendications politiques portées essentiellement par des responsables politiques locaux ou régionaux, plus rarement des mobilisations sociales. La violence est " surveillée ", décrite [11], rarement pensée.

La guerre en Tchétchénie [12]

Dans le conflit tchétchène, première guerre à se dérouler sur le territoire russe, la Russie post-communiste a joué plusieurs cartes de son avenir. Après plusieurs années de conflits avec la République rebelle qui avait déclaré son indépendance dès 1991, après avoir tenté de jouer des oppositions internes à la République pour renverser le Général Douaev, dont il s'était pourtant accommodé pendant plusieurs années, le pouvoir russe a choisi d'utiliser la force en décembre 1994.

Sur les causes du conflit, de nombreuses hypothèses circulent sans qu'il soit possible de mesurer la pertinence de chacune : guerre du pétrole dont l'enjeu serait, entre autres, le contrôle des oléoducs traversant la Tchétchénie depuis la mer Caspienne ; guerre religieuse, argument que l'on a vu poindre depuis peu en Russie, où l'on présente parfois les Tchétchènes comme des " fondamentalistes " ; guerre anticoloniale, qui prolonge un siècle et demi de résistance et pourrait s'étendre à d'autres peuples voisins ; guerre des chefs à Moscou, qui se manipuleraient les uns les autres pour le règlement de conflits d'intérêts ou pour une surenchère nationaliste à destination de l'opinion. Guerre d'aveuglement, pourrait-on ajouter, de la part d'un pouvoir tétanisé par la possibilité d'une reproduction du scénario de la fin de l'URSS à l'échelle de la Fédération de Russie.

Le conflit en Tchétchénie illustre une logique d'engrenage où, du côté du pouvoir à Moscou, le sens, à la fois comme direction et comme signification, se perd. Ordres et contre-ordres, motivations peu définies et différentes pour chacun des protagonistes, enjeu à la fois direct et indirect, le théâtre des opérations en Tchétchénie n'est qu'une manière de régler d'autres conflits, de procéder à des redistributions de pouvoirs et de ressources à l'intérieur de l'appareil politique et économique du pays. La précision de Jacques Sapir quand il écrit " qu'il n'y a pas de guerre de Tchétchénie mais une guerre en Tchétchénie " [13] renvoie à l'ensemble de ces facteurs mais peut laisser penser à une pure instrumentalisation. Or, le conflit tchétchène offre à la fois la combinaison de toutes les formes de violence que l'on a pu décrire, mais est aussi un conflit spécifique, qui témoigne à la fois du poids de l'histoire et de la montée de nouvelles revendications identitaires et nationales dans l'espace de l'ex-URSS.

Il est trop tôt pour faire le bilan d'une guerre qui pendant plus de dix-huit mois, a particulièrement touché la population civile et les jeunes appelés russes du contingent, détruit presque entièrement la capitale tchétchène. Le siège des villes et des villages s'est accompagné de violations massives des droits de l'homme [14] et la criminalisation de l'armée russe [15] a été maintes fois soulignée. Sur le territoire russe, le conflit a donné lieu à plusieurs épisodes terroristes.

Les accords qui ont été signés, après négociations entre les indépendantistes tchétchènes et le Général Lebed, limogé depuis, sont à peu près respectés jusqu'à ce jour. Ils ne garantissent pas pour autant une paix durable ; les désaccords sont nombreux sur sa valeur juridique et surtout, leur avenir dépendra de qui a intérêt à faire la guerre - ou la paix - dans cette région. La conduite du processus par le Général Lebed, seul à être considéré comme interlocuteur légitime par les Tchétchènes, a joué un rôle capital. Au-delà du paradoxe que constituent des accords de paix obtenus par un militaire là où les civils ont échoué, cet élément montre qu'une sortie de la violence peut se faire lorsqu'une rupture se produit : ici l'arrivée d'un homme, non seulement respecté pour sa personnalité et son passé, mais largement étranger aux causes et aux mécanismes du conflit, ce qui lui permet d'être reconnu comme interlocuteur.

La rapidité avec laquelle on a " fait la paix " peut aussi être interprétée comme un signe supplémentaire du caractère purement instrumental et " moscovite " de cette guerre, de même que la décision du gouvernement de retirer ses dernières troupes, annoncée à grand renfort de publicité qui vient à point nommé pour deux raisons :

montrer à l'opinion que le Général Lebed n'est pas le seul à vouloir la paix et à être capable de l'obtenir ; faire oublier opportunément les accusations de corruption qui ont ébranlé les nouveaux hommes forts du Kremlin et notamment le chef de l'administration présidentielle Anatoly Tchoubaïs.

Ce type de raisonnement est séduisant parce qu'il semble d'une part coller à la réalité des faits et en fournir une clé universelle, et d'autre part conforter une analyse des décisions du pouvoir en Russie dans les termes du complot et de la seule lutte de clans. Il nous semble insuffisant pour plusieurs raisons. Il accorde trop de place au système, vu de Moscou. Il sous estime la capacité d'action des responsables et des combattants tchéchènes alors que leur part est loin d'être négligeable dans la décision de négocier et de parvenir à un accord. D'autre part, ce type de raisonnement méconnaît l'incertitude qui règne dans les plus hauts niveaux du pouvoir et le degré de hasard qui peut influencer sur les décisions les plus importantes.

Chronique des violences annoncées

S'il est un raisonnement que l'on peut difficilement appliquer à la Russie actuelle, c'est le scénario de la violence politique, en tout cas d'une violence politique pure. Par exemple, celle de groupes extrémistes est marginale, alors qu'elle a suscité et continue de susciter beaucoup de craintes, notamment vis-à-vis de la droite nationaliste et antisémite. La montée de mouvements comme Pamiat, avait fait resurgir la peur des pogroms, voire de la guerre civile, sans parler de la progression fulgurante de Vladimir Jirinovski lors des élections de 1993. Si la violence verbale des journaux extrémistes, des slogans de manifestations ou des propos de campagnes électorales de certains candidats ou partis est bien manifeste, le passage à l'acte, individuel ou collectif, motivé ou commandité par des partis ou des leaders, est faible.

Quelques cas de terrorisme se sont produits autour de l'élection présidentielle : explosions d'une bombe dans le métro de Moscou le 11 juin 1996, et dans le trolleybus les 11 et 12 juillet 1996. Reflet de la confusion du pouvoir et des multiples facettes de la violence en Russie, plusieurs pistes ont été avancées. La " piste tchéchène ", préférée des autorités moscovites, a été clairement désignée par le maire Youri Loujkov, alors que les institutions en charge de la lutte contre la criminalité pensaient à un avertissement donné par les groupes criminels au lendemain de la signature par le Président Eltsine d'un décret annonçant des mesures exceptionnelles de lutte contre le crime

organisé. Mais si les attentats à l'explosif sont effectivement de plus en plus nombreux en Russie, ils relèvent de registres très différents [16].

Ces attentats ont provoqué la mise en place d'une opération de nettoyage de la capitale russe, baptisée " Opération Arsenal " visant en principe toutes les personnes suspectes, mais dont le caractère " ethnique " est à peine voilé par les responsables de la sécurité à Moscou, le maire lui-même ayant affirmé que la " piste tchétchène se précisait " et que la police allait " isoler toutes les organisations politiques ayant des liens avec le sud de la Russie (...) " [17].

Un des problèmes de l'analyse du terrorisme est, aussi longtemps que les auteurs n'ont pas été arrêtés et reconnus coupables, la multiplicité des hypothèses, dont jouent très souvent les auteurs potentiels . Dans le cas de la Russie, l'absence de revendication, même longtemps après les faits, et les errements de l'enquête, ne permettent pas de mettre un terme aux suppositions de toutes sortes, ce qui contribue à alimenter un sentiment de peur diffuse dans l'opinion qui n'a pas " d'ennemi déclaré ". Paradoxalement, ce caractère diffus, en même temps qu'il entretient le sentiment d'insécurité à tous les niveaux de la société, empêche que ne se cristallise une réaction à l'encontre d'un acteur identifié comme responsable, comme ce peut être le cas en Colombie par exemple, où avec une violence beaucoup plus massive, des réactions de protestations peuvent prendre une réelle ampleur.

La violence proprement sociale, celle qu'en France on a par exemple pour habitude de référer à la " crise des banlieues ", est presque inconnue. En 1990, un article de la revue Sociologitcheskie issledovaniâ [18], attirait l'attention sur l'apparition d'un phénomène de " bandes " [19] : des groupes de cinquante à cent adolescents descendant sur Moscou en train depuis la province, pour y commettre des actes de délinquance plus facilement dissimulables. On y décrivait leurs modes d'organisation : " comptoirs ", rassemblant ponctuellement des jeunes étudiant ou habitant au même endroit ; bandes criminelles, plus organisées, qui mêlent adolescents et adultes avec une " caisse " pour aider financièrement les prisonniers, les malades et la famille de ceux qui sont morts et dont certaines portent le nom de " groupes du risque " ; Chelukha pour les plus jeunes adolescents de quatorze, quinze ans. L'auteur tentait de formuler leur " idéologie " : " [La bande] est pour les véritables hommes, pour qu'ils se sentent des gens dans leur pleine valeur. Comment vivent donc les adolescents ? A la maison, les parents les grondent, à l'école ce sont les professeurs. Le " comptoir les protège " et leur donne la possibilité de se tester eux-mêmes, en jouant aux jeux des adultes avec des

règles très dures " [20]. Aujourd'hui, la violence n'est pas constituée en objet social et s'est comme diluée entre le marché et l'anomie [21]. Ses manifestations sont renvoyées à l'histoire et aux changements systémiques, plus souvent encore à la sphère de la psychologie et des comportements individuels. Elle est cependant constamment redoutée et annoncée. Ainsi un sociologue du ministère de l'Intérieur en Sibérie n'imagine pas que la violence urbaine " ne puisse pas advenir dans un proche avenir si les 'nouveaux Russes' continuent à se faire construire des luxueux cottages dans les terrains libres entre deux cités-dortoirs " [22]. En même temps, comme par crainte de ses propres paroles, il explique l'absence de ce type de violence par une grande faculté d'adaptation sociale en Russie : " Les gens se sont adaptés : les pauvres à la pauvreté, les riches à la richesse... ".

On peut mentionner, moins pour sa plausibilité que pour ce qu'elle révèle des perceptions de l'état de la société parmi les autorités, une hypothèse avancée [23] lors des attentats dans les transports de Moscou de juin et juillet 1996, selon laquelle un déséquilibré pourrait en être l'auteur, notamment parce que deux des attentats avaient été commis le 11 du mois : " Des cas de ce type sont courants dans une société qui se trouve dans un si mauvais état socio-psychologique (...) Supposons que quelqu'un doive être payé le 11 de chaque mois mais qu'il n'ait pas été payé depuis longtemps. Il va décider de 'célébrer' son jour de paye de cette terrible manière (...) ". Ce raisonnement, qui renvoie à une société " malade ", revient à faire l'hypothèse d'une violence aux causes " sociales ", mais où seuls des individus se manifestent. L'hypothèse est fantaisiste mais l'un des problèmes sociaux majeurs de la Russie actuelle est mis en évidence : les retards accumulés dans le paiement des salaires conduisent effectivement à des situations tragiques pour beaucoup d'individus. Ce raisonnement reflète plus profondément l'étonnement et l'incompréhension face à l'absence de réactions sociales sur ce problème, qu'il s'agisse de mobilisations classiques (grèves, manifestations) ou d'explosions de violence. La mise en relation d'un problème qui devrait provoquer de la violence avec des faits réels mais inexplicables est un pas d'autant plus facile à franchir que les médias ne cessent de prédire ces explosions.

Autre exemple, en mars 1996, inquiet des proportions prises par les fraudes dans les bus, malgré la mise en place de receveurs (essentiellement des femmes), le service des transports urbains de la ville d'Omsk décide de mener une grande opération de contrôle. Craignant des troubles et des agressions contre les contrôleurs, il décide de faire appel à la police pour protéger ces derniers pendant les

contrôles. Aucun incident n'a été signalé de toute la journée... On est là-aussi dans le cas d'une violence fantasmée, mais possible. Si elle se manifestait, elle pourrait être considérée comme logique, voire contenir des motivations sinon légitimes, du moins compréhensibles. C'est donc son absence qui est incompréhensible, y compris pour les autorités chargées de la prévenir ou de la punir, comme si la Russie défiait des " lois sociologiques " éprouvées ailleurs.

Le discours est fréquent parmi les intellectuels en Russie sur la menace potentielle du lumpen : ces couches déclassées et nostalgiques du régime soviétique seraient prêtes à la révolte, pour peu qu'un leader surgisse ou que leurs conditions de vie descendent en deçà d'un certain seuil. Ce discours qui fait une large part au mépris n'est pas sans rappeler celui des " classes dangereuses " dans l'Europe de la Révolution industrielle. Aucun leader n'a jusqu'à présent entraîné de masses vers une révolte sociale et les partis de la mouvance communiste en sont très loin.

En revanche, on pourrait considérer comme porteuses de significations sociales les violences physiques et psychologiques ayant cours dans les prisons et les casernes, des pratiques qui relèvent des caractéristiques " naturelles " d'institutions répressives et de comportements pathologiques, mais aussi d'une l'indifférence de la société à l'égard d'une catégorie, les prisonniers ou les appelés, qui refléterait l'indifférence et le peu d'exigences que la société parvient à formuler pour elle-même. Ou bien avancer l'hypothèse que les suicides, qui ont notamment frappé l'opinion à l'automne 1996, pourraient être une manifestation de la violence sociale, même s'il s'agit d'une violence contre soi [24].

La criminalisation qui investit à la fois la société et l'Etat rend problématique les distinctions pertinentes en d'autres lieux entre la violence de l'Etat et la violence sociale ou politique, ou encore entre la violence instrumentale, froide, et la violence expressive, chaude. Et si l'on devait reprendre ce type de distinction, on serait tenté, au risque de pousser le trait, d'inverser les rôles : la violence à laquelle ont recours les groupes criminels qui commanditent des meurtres ou font exploser une bombe dans un cimetière lors du rassemblement d'anciens d'Afghanistan, est beaucoup plus " instrumentale ", calculée, que l'arbitraire et le sadisme qui règnent dans les prisons ou dans les casernes des appelés. L'utilisation calculée d'une violence qui restera impunie dans les milieux d'affaires ressort d'un calcul coût/avantage certainement plus " intéressant " que la violence manifestée pendant

la guerre en Tchétchénie, dans un conflit où l'Etat se discrédite sans en venir à bout.

Les représentations sociales et politiques de la violence

Il s'agit ici de s'intéresser aux perceptions de la violence qui alimentent le sentiment d'insécurité grandissant de la population et de tenter de l'articuler avec le niveau de violence réelle dans la société ; il s'agit aussi de revenir sur certaines attitudes culturelles et politiques et de montrer que la relation qu'entretient la société avec la violence est ambiguë, et faite de rejet tout autant que de tolérance.

" La Russie que nous avons perdue " [25]

Pendant la période soviétique, l'idéologie de la lutte des classes et l'influence pernicieuse d'un Occident en proie à la décadence tenait lieu pour le pouvoir de discours sur la violence. Lors d'une réunion du comité régional du Parti de la région de Sverdlovsk (dans l'Oural) en 1982, les responsables invoquent l'influence négative de films ou feuilletons occidentaux (citant par exemple Fantômas) sur des adolescents fragiles amenés à commettre des actes de hooliganisme [26].

Mais dans l'ensemble, dans un système qui, même affaibli, reposait en partie sur la force de la propagande, le sentiment de sécurité, d'une vie sociale tranquille et d'une éradication progressive de la criminalité était largement répandu. Aujourd'hui, " les mythes se sont entrecroisés avec la réalité. Une attitude confortable et illusoire vis-à-vis des statistiques de la criminalité a laissé place à une panique 'informée' " [27]. Aujourd'hui, on peut parler, en regard de la démonopolisation de la violence, d'une démonopolisation de la peur. A la crainte omniprésente mais unidirectionnelle de la répression politique et policière émanant des services de sécurité soviétique, a succédé une différenciation des sources et des cibles de la violence [28].

Le sentiment d'insécurité, massif en Russie aujourd'hui, est mesuré par de nombreuses enquêtes et sondages. Au niveau national, une enquête du VNII [29] sur l'ensemble de la Russie en 1995 fait état d'un sentiment d'angoisse face à la criminalité pour 42 % de la population, et d'inquiétude pour 47 %. A Omsk [30], les deux préoccupations principales sont le paiement irrégulier des salaires (59 %) et la hausse de la criminalité (53 %). Malgré la peur d'être personnellement victime d'une agression, la criminalité passe après les

problèmes sociaux lorsque la question porte sur le monde proche. Des sondages récents du VTSIOM montrent des écarts dans les perceptions : les inquiétudes principales " dans sa région " sont le non-paiement des salaires et le chômage.

Même si le monde de la criminologie en Russie reste traditionnel dans on approche des phénomènes, avec des représentations morales et psychologisantes (qui ont remplacé l'idéologie), on observe des tentatives de la part de certains criminologues pour renouveler l'approche, prenant acte de la crise de leur discipline face à la montée de la criminalité et de ses nouvelles manifestations. Il en ressort une conception " naturaliste " de la violence mélangée à une analyse sociale générale post-moderne, et à des références à la théorie des conventions (le crime est une convention) ainsi qu'aux analyses d'Howard Becker sur la déviance [31]. Mais la démarche a le mérite de dépasser les approches traditionnelles du phénomène (passées du scientisme soviétique à des conceptions essentialistes en termes de perte de spiritualité, ou de caractère russe), en se donnant comme objectif de trouver une nouvelle théorie et en mettant l'accent sur l'inefficacité des formes actuelles du " contrôle social ", à savoir le système judiciaire et carcéral.

On peut mentionner la catégorie " hooliganisme " (Khuliganstvo), délinquance de rue à mi-chemin entre incivilités et agressions, commise en règle générale par des jeunes et des adolescents, très souvent en état d'ivresse. Selon les statistiques, ou selon les auteurs, les actes de " hooliganisme " peuvent être ou non classés parmi les actes de violence contre les personnes. Mais ils sont très fréquemment mentionnés comme la catégorie la plus en progression et l'une des plus menaçante car susceptible de toucher n'importe quel citoyen, et de basculer dans la violence : " La grossièreté, l'ivrognerie, les batailles de rues sont devenues des manifestations si courantes que les policiers n'y prêtent même plus attention (...) Les petits spéculateurs sont partout dans les villes et se considèrent comme les maîtres absolus de la rue (...) Le grand risque qu'il y a à faire preuve d'indulgence à leur égard est de créer dans la société une atmosphère de grossièreté, d'atteinte permanente à la dignité humaine. Un petit délinquant (khuligan) se transforme facilement en tueur, l'impunité renforçant ses orientations antisociales " [32].

Le hooliganisme apparaît ainsi en forte correspondance avec les craintes de la société, symbolisant l'écroulement de l'ordre (la propreté des rues et des bâtiments aujourd'hui dégradés, voire " taggés "), de la morale (en opposition aux comportements " déviants " des jeunes),

de la sécurité et de la stabilité générale assurées auparavant par le système et dont ces " comportements antisociaux " viennent faire encore plus ressentir, en creux, l'absence et la nostalgie.

S'agit-il de la découverte d'un phénomène objectif ou de celle d'un sentiment ? Certains n'hésitent pas à affirmer qu'il " était tout aussi dangereux de se promener le soir dans les rues il y a dix ans mais que simplement, on n'en parlait pas " [33], et à invoquer la mémoire courte de la société qui aurait comme oublié l'époque de la répression massive.

D'une discussion collective avec des journalistes traitant des problèmes de criminalité dans la ville d'Omsk, sort un tableau des plus confus, toute la question tournant sur la comparaison possible entre la période soviétique et la période actuelle pour le niveau de violence et de criminalité. Un consensus se dégage pour affirmer que le niveau était beaucoup plus élevé que ne le montraient les statistiques, et tous peuvent citer des batailles entre bandes dans des quartiers de semi bidonvilles après la guerre, des règlements de compte au couteau dans les cages d'escalier ou des jeunes drogués braquant les pharmacies dans les années soixante-dix. Tous s'accordent aussi à souligner la corruption de la police qui, en cas de violence entre jeunes, " propose parfois de l'argent aux parents pour qu'ils retirent leur plainte ", et évoquent le facteur aggravant de l'institution pénitentiaire.

La crise de confiance vis-à-vis des institutions en charge de la sécurité

La crise de confiance vis-à-vis des organes de maintien de l'ordre policière est manifeste. Non seulement la police ne respecte pas les droits de la personne [34], mais elle ne répond pas à ce qu'on attend d'elle et les citoyens s'en détachent, la tendance pouvant prendre des proportions très importantes dans certaines villes : la moitié des personnes interrogées n'iront pas à la police si elles sont victimes d'une agression ou d'un crime, 49 % pensent qu'en cas de problème, la police ne les aidera pas, 35 % évaluent négativement le travail de la police, 20 % considèrent qu'elle est liée au crime organisé. A propos de la violence domestique, I. Antonian [35] remarque que la défiance à l'égard des forces de maintien de l'ordre n'est pas sans fondement, car celles-ci ont très peu de chance de tenir compte des plaintes.

Les défauts principaux qui sont reprochés sont l'incompétence et l'indifférence aux citoyens. Un échantillon de policiers qui figurait dans l'enquête donnait à peu près les mêmes réponses. Aspect plus

surprenant, mais qui témoigne encore une fois de la privatisation de la gestion de la sécurité : nombreux sont ceux qui seraient prêts à payer pour que la police soit plus efficace, ou à l'aider eux-mêmes. Un rapport du VTSIOM établi en 1990 à partir de plusieurs sondages [36] montrait déjà une sérieuse préoccupation en matière d'insécurité et une défiance presque aussi grande vis-à-vis de la police.

La même méfiance est observée vis-à-vis de la justice, notamment en raison de l'impunité des criminels, souvent dénoncée par les médias, mais aussi par les spécialistes de criminologie qui remarquent une tendance, inverse à la progression de la criminalité, à la baisse continue et sensible du nombre de condamnations [37]. A propos de la peine de mort [38], les spécialistes mettent en avant une double disproportion : dans le rapport entre les condamnations à mort et le nombre de meurtres en Russie par comparaison avec les Etats-Unis d'une part ; entre le nombre de condamnations à mort et un taux de grâces " trop élevé ", par rapport à ce que peut supporter la société d'autre part [39]. Sur cette question, il semble exister un quasi-consensus pour considérer que la société n'est pas prête, y compris parmi des personnalités libérales, à l'exception de quelques organisations des Droits de l'Homme clairement abolitionnistes. Les causes de cette situation seraient à rechercher à la fois dans l'héritage soviétique, qui a pendant des décennies chargé les mentalités de violence, qu'il s'agisse de la lutte des classes, de la guerre, ou de l'idéologie totalitaire, mais aussi dans la vague objective de criminalité que connaît le pays et dans la faiblesse de l'Etat à y répondre : " Elevée dans la violence, la cruauté et le crime, la société exige la même cruauté envers les criminels " [40]. Une attitude qui montre la difficulté des représentations, prises entre le passé et le présent.

Les promesses de campagne contre la criminalité organisée sont discréditées, en apparaissant comme de simples effets d'annonce. De plus, ce discrédit est générateur de violence de la part de groupes qui cherchent à dissuader les responsables politiques de mettre en oeuvre des projets qui, pour la majorité de l'opinion, n'ont de toutes façon pas la moindre chance d'aboutir. Mais on peut aussi faire l'hypothèse que les groupes criminels et leurs réseaux de couverture et de protection au sein du pouvoir central et des pouvoirs locaux n'ont pas intérêt à utiliser une violence terroriste génératrice d'instabilité ou de réactions politiques imprévues du pouvoir, leur développement nécessitant au contraire la stabilité. Il est probable par ailleurs que l'opinion perçoit, même de manière diffuse, que la violence froide et calculée à laquelle ont recours les groupes criminels n'est pas, pour le " simple citoyen ", plus dangereuse que d'autres formes. On n'ira pas jusqu'à dire que ces

réseaux bénéficient d'un capital de sympathie dans l'opinion ; à la différence de ce que l'on observe dans d'autres expériences, ils n'adoptent pas un comportement de bienfaiteurs. Mais les règlements de compte semblent provoquer des réactions ambivalentes combinant dans l'opinion : une montée du sentiment d'insécurité, doublée d'émotion si la victime était une personne publique reconnue et estimée ; une certaine indifférence à ce qui apparaît comme une violence endogène ne concernant qu'un groupe bien déterminé de la population ; enfin, ce que l'on pourrait qualifier d'effet " Robin des Bois ", tendant à justifier ce type d'assassinat, au motif " qu'il n'y a pas de fumée sans feu " - les commanditaires commettent une bonne action en éliminant un criminel que la police inefficace et corrompue n'aurait pu arrêter. Des criminologues [41] ont observé le mélange de ces réactions à la suite de l'assassinat à Omsk d'Oleg Tchertov, jeune et brillant directeur d'une entreprise de pneus, député régional depuis novembre 1994 et bien perçu par l'opinion. Passé le choc des premiers moments, le doute et la suspicion se sont installés pour aboutir à l'opinion générale qu'il s'agissait d'un règlement de compte et que s'il y avait compte à régler, c'est que la victime devait être elle-même, à un degré ou à un autre, liée à des activités criminelles.

L'opinion publique a peur des violences sociales et politiques et semble vivre dans une tension d'autant plus forte qu'elles ne se produisent pas : les sondages font régulièrement état d'attitudes considérant comme probables les grèves, les meetings contre le gouvernement ou les tentatives de coup d'Etat. Ces dernières semblent être l'objet d'une attention particulière dans les milieux intellectuels, notamment à Moscou. En revanche, la perception d'une menace directe est ambivalente. Selon un monitoring régulier du ministère de l'Intérieur à Omsk [42], on redoute d'être au chômage (38 % en 1995) plus que d'être agressé ou cambriolé (28 % et 29 %) ou d'être victimes de " désordres de masse ou de pogroms " (14 %). En revanche, et la comparaison vaut d'être soulignée, en 1993, 64 % ressentaient un fort sentiment d'angoisse et d'insécurité pour leur famille, ce chiffre étant tombé à 40 % en 1995, avec 2 % et 6 % de réponses négatives. Malgré un relatif apaisement, ces chiffres restent très forts. Reliés à la faible perception de menaces concrètes, ils nous semblent conduire à une hypothèse : c'est bien un sentiment d'angoisse et d'insécurité qui domine les représentations sociales, mais ce sentiment n'a qu'en partie à voir avec la criminalité et l'insécurité objective. En revanche, les médias, l'institution policière, le pouvoir politique participent largement à la construction d'un lien direct entre sentiment d'insécurité et criminalité.

[Lire la suite](#)

[Retour à la partie précédente](#)

[1] J. Michael Waller, Victor J. Yasmann, " Russia's great criminal revolution : the role of the security services " in *Journal of Contemporary Criminal Justice*, op. cit., p. 276-297.

[2] Cf. bulletin régulier, *Prava celoveka i sluzby bezopasnosti* (Les Droits de l'Homme et les services de sécurité), Fondation Glasnost, paraît depuis janvier 1996.

[3] " Building soviet militaries ", suite d'articles parus dans *Transition* (Prague), vol. 2, n° 16, 9 août 1996, p. 4-17, 64.

[4] Graham H. Turbiville Jr, " Organized crime and the Russian armed forces ", dans *Transational Organized Crime*, vol. 1, n° 4, Hiver 1995, p. 57-104.

[5] Ainsi sont définis officiellement en Russie les pays limitrophes de la Russie, anciennes Républiques de l'Union soviétique.

[6] Sur ce point particulier, mais aussi sur l'ensemble des questions relatives aux forces armées, cf. Jacques Sapir, *Le Chaos russe*, op. cit., notamment les chapitres 6 et 7.

[7] Selon l'expression de Charles H. Fairbanks Jr, " The postcommunist wars " in *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 4, oct. 1995, p. 18-34. Cet article, qui dépasse le cadre de la Russie, recense et analyse tous les formes de privatisation militaires et para-militaires dans les conflits de l'espace ex-communiste.

[8] Andrej Fadin, " Vlast' cerez krov' : put' naverh (Socialnyj smysl' postsovetskyh vojn " [Le pouvoir par le sang : une sortie vers le haut ? (La signification sociale des guerres post-soviétiques)] *Znamâ*, 1993, n° 2, p. 176-185.

[9] Georgij Vatchnadze, *Gorâcie tocki Rossii* [Les points chauds de Russie], Moscou, Kniga, 1993, qui, par points chauds, entend aussi bien les revendications régionalistes de régions riches en ressources naturelles que la "deuxième guerre du Caucase" annoncée ; ou le monitoring effectué chaque fois par des équipes de l'Institut

d'ethnologie de l'Académie des sciences sur les conflits de l'ex-URSS, en lien avec des organisations des Droits de l'Homme qui recensent les violations des droits et tentent un travail de prévention et de médiation dans ces conflits.

[10] Atlas de la Russie et des pays proches, Paris, Institut Reclus, La Documentation française, 1996.

[11] Pour une description détaillée de tous les conflits post-soviétiques et des violences et crimes qu'ils ont occasionnés, voir aussi, Viktor V. Luneev, " Prestupnost' v meznacional'nyh konfliktah " [La criminalité dans les conflits interethniques] in Sociologičeskie issledovaniâ, 1995, n° 4, p. 103-11, n° 5, p. 99-109.

[12] Le conflit en Tchétchénie aurait pu à lui seul faire l'objet d'une recherche. On a choisi ici de ne pas le traiter en détail. Pour des aspects plus généraux ou historiques, on peut voir Patrick Karam et Thibaut. Mourgues, Les guerres du Caucase : des Tsars à la Tchétchénie, Paris, Perrin, 1995 ; Marie Bennigsen Broxup, " Le Caucase du nord : conflit ethnique ou crise coloniale " in Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit, Bruxelles, Bruylant, Paris LGDJ, 1995 (ainsi que les autres publications de Marie Bennigsen) ; Alexandre Popovic et Gilles Veinstein, Les voies d'Allah : les ordres mystiques des origines à aujourd'hui, Paris, Fayard 1996, le chapitre de Chantal Lemerrier-Quelquejey sur les traditions soufies dans le Caucase et particulièrement les deux ordres concurrents en Tchétchénie ; Robert F. Baumann, " Historical perspective on the conflict in Chechnia " in Low Intensity Conflict and Law Enforcement, vol. 4 n° 1, été 1995, p. 119-132 ; L. S. Perepelkin, " Cecenskaâ respublika : sovremennaâ social'no-politiceskaâ situaciâ " in Etnograficeskie obozrenie, janv-fév. 1994, p. 3-15. Sur le conflit, outre la presse russe et internationale, Nina Bachkatov et Andrew Wilson, " Tchétchénie, : histoire d'un conflit ", dans Les dossiers du Grip, n° 1, 1995 ; Emil Pajm et Aleksandr Popov, " Cecenskaâ politika v Rossii s 1991 do 1994 " [La politique tchéchène de la Russie de 1991 à 1994] in Mirovaâ èkonomika i mezdunarodye otnošeniâ, n° 5, 1995, p. 19-32. ; " The future of Russia " in Comparative Strategy, vol. 15, n° 1, 1996, plusieurs articles ; M. Fejgin, " Vtoraâ kavkazskaâ vojna " (La deuxième guerre du Caucase), Novyj mir, n° 12, 1995, p. 159-171. ; Jacques Sapir, Le chaos russe, op. cit. ; Nicholas M. L. Bovay, " The Russian armed intervention in Chechnya and its human rights implications " in International Commission of Jurists : the Review ; n° 54, 1995, p. 29-57 ; " Tchétchénie : une guerre coloniale ", suite d'articles dans Politique internationale, n° 67, printemps 1995, p. 47-

153 ; Géopolitique du Caucase, Hérodote, n° 81, avril-juin 1996. Sur l'opinion publique, M. Haney, " Russia's first television war : public opinion in the crisis ", Transition, 14. 4.1995 ; L. Gudkov, " God Cecenskoj vojny v obščestvennom mnenii Rosii " [Un an de guerre en Tchétchénie dans l'opinion publique] in Druzba narodov (L'amitié des peuples), n° 2, 1996, p. 160-168, ainsi qu'en Russie, de nombreuses publications émanant d'organisations des droits de l'homme : le Comité des mères de soldats, la Fondation Glasnost, Memorial, une chronique régulière publiée les premiers mois de la guerre par plusieurs d'entre elles, "Ne vidit', ne slyšat', ne ponât'" (Ne pas voir, ne pas entendre, ne pas comprendre), etc.

[13] Jacques Sapir, Le chaos russe, op. cit.

[14] De nombreux témoignages et documents ont été publiés après plusieurs de ces épisodes, notamment les sièges de Smashki et Gudermes, ainsi que les bombardements de Pervomajskoe. cf. notamment Fondation Glasnost " Vojna v Cecnii : mezhdunarodnyj tribunal ", Moscou, 1996 ; Memorial, Vsemi imeûšcimmišã sredstvami, (Operation du MVD dans le village de Samashki), Moscou, 1995 et U nas ne okazalos' podvodnoj lodki : Hronika zadymleniã, Kizlâr-Permomajskoe 9-26 ânvarã 1996, Moscou, 1996.

[15] Au fur et à mesure que le conflit se prolongeait, les autorités russes ont utilisé de plus en plus d'engagés volontaires sous contrat, parmi lesquels, des détenus de droit commun bénéficiant ainsi de remises de peine, en fonction de la durée de leur engagement. De nombreux cas de racket des habitants des villages assiégés ont été rapportés.

[16] Ce sont les groupes criminels qui utilisent ces méthodes (favorisées par les nombreux explosifs en circulation) contre les bâtiments et de plus en plus contre les personnes. On comptait en 1995, cent trente attentats à l'explosif à Moscou et dans sa région. Les tueurs à gage utilisent régulièrement les engins explosifs, comme lors de l'assassinat du journaliste Dmitry Kholodov.

[17] Propos du maire de Moscou, Youri Loujkov, cités dans Le Figaro du 13 juillet 1996 et Le Monde du 15 juillet 1996.

[18] Recherches sociologiques, revue dont les articles étaient souvent à cette période des "poissons-pilotes" sur des questions sociales délicates ou auparavant interdites d'expression publique. L'article mentionné est de I. Y. Petelin, " Organizovannaâ prestupnost'

nesoveršennoletnyh " [Le crime organisé chez les mineurs] in Sociologiceskie issledovaniâ, n° 9, 1990, p. 93-98.

[19] Voir aussi, un entretien avec A. Arendar, Etudes polémologiques, n° 50, février 1989, qui analyse le phénomène dans la ville de Tchéliabinsk (sud de l'Oural).

[20] Y. Petelin, op. cit., p. 93.

[21] On peut ici appliquer aux représentations et aux significations de la violence des conclusions tirées par ailleurs sur l'ensemble de la société. Cf. notamment Alexis Berelowitch, Michel Wiewiorka, Les Russes d'en-bas, Paris, Seuil, 1996.

[22] Entretien avec O.V., responsable du département de sociologie de la filiale pour la Sibérie occidentale du VNII (Zapadno-sibirskij otdel' Vserossijskogo Naucnogo Issledovatel'skogo Instituta), Omsk, 22 avril 1996. Le VNII est le département d'enquêtes, sondages et statistiques qui dépend directement du ministère de l'Intérieur, à Moscou et dans les directions régionales.

[23] Propos du Colonel G. Vanine, recueillis par Les Nouvelles de Moscou, 18 juillet 1996.

[24] Ils ont été directement mis en relation avec le désespoir né de la situation sociale, comme en témoignent en tout cas certains écrits ; Ils ont touché des personnes appartenant à tous les milieux, le célèbre physicien nucléaire Netchaev à Tchéliabinsk, l'ouvrier non payé depuis des mois d'une usine de Tagan-Rog ou le directeur d'un sovkhoze. cf. " Khronika neob'âvlennoï samoubijstvo " [Chronique d'un suicide non annoncé] in Izvestiâ, 2 novembre 1996, p. 2.

[25] Titre d'un film de Stanislav Govorukhine qui traite en particulier du développement de la criminalité, avec un discours à la fois sécuritaire et nostalgique.

[26] Archives du Comité régional du Parti de la région de Sverdlovsk. Fonds en cours d'exploitation par Gilles Favarel-Garrigues.

[27] " Ugolov'naâ Rossiâ ", Izvestiâ, in Russian Politics and Law, juillet-août 1995, p. 8-42.

[28] Voir notamment sur ce point les analyses les plus récentes de Vladimir Schlapentokh.

[29] VNII, voir note 73.

[30] Monitoring régulier du VNII, Omsk, 1995.

[31] Ákov Gilinskij, " Some problems of contemporary crime and criminology ", Conférence internationale "Comportement déviant et contrôle social", op. cit., p. 63 sq.

[32] Ūri M. Antonân, Zestokost' v našej zizni [La cruauté dans notre vie], op. cit. , p. 57.

[33] V. K. Kantor, " Nasilie kak provokacia civilizacionnyh sryvov v Rossii " [La violence comme cause des coups d'arrêts à la civilisation en Russie] in Rossijsko-germanskij dialog : nasilie v posttotalitarnyh obšcestvah [Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires] Voprosy filosofii, n° 5, 1995, p. 3-47

[34] Sondage VNII, 1995 : 3 % des personnes interrogées sur l'ensemble de la Russie citent la police comme institution représentant les droits. 30 % répondent "personne" ; 5 % pensent que la police défend les intérêts du citoyen, 20 % "ses propres intérêts", 19 % "les intérêts de groupes particuliers".

[35] Zestokost' v našej zizni [La cruauté dans notre vie] op. cit., p. 60.

[36] Rapport : Enquête sur l'attitude l'opinion publique en RSFSR par rapport à la criminalité et au travail des forces de maintien de l'ordre, Moscou, VTSIOM, 1990.

[37] Izmeneniâ prestupnosti v Rossii, op. cit., p. 10.

[38] Avec une recrudescence des exécutions en 1995, après plusieurs années de relative clémence, la Russie est aujourd'hui accusée par les organisations des Droits de l'Homme de ne pas respecter le moratoire auquel elle s'était engagée lors de l'acceptation de sa candidature par le Conseil de l'Europe. Quarante-six exécutions auraient eu lieu en 1995, contre quatre en 1993 et en 1994.

[39] Vitaly Kvashis : " Capital punishment in Russia : current tendencies ", communication présentée à l'Academy of Criminal Justice Sciences, annual meeting, Las Vegas, 12-16 mars 1996.

[40] Idem.

[41] Entretien avec V. S, E. K, et N. B., professeurs à l'Ecole supérieure de la police, Omsk, avril 1996.

[42] Monitoring régulier du VNII, Omsk, 1992, 1993, 1995.

Russie : les paradoxes de la violence (Partie 3)

Anne LE HUEROU

L'obsession sécuritaire

La progression de la criminalité, organisée ou isolée, économique ou de faits divers, a entraîné dans les dernières années une " course à l'armement " d'autodéfense, favorisée par la facilité à se procurer des armes, soit en vente libre, soit provenant de la vente illégale de stocks par les militaires, et au développement rapide des sociétés proposant des services de sécurité [1]. Récemment par exemple, les juges [2], à l'encontre desquels les menaces de mort et les agressions ont triplé ces dernières années, ont demandé à bénéficier de la loi sur le port d'arme [3].

A un autre niveau, on observe le retour des Drouzhini, ces milices de quartiers composés de citoyens volontaires qui assuraient à l'époque soviétique une sorte d'ilotage. Elles sont associées aujourd'hui à l'âge d'or de la sécurité et l'on considère qu'elles assuraient au moins un maintien de l'ordre dissuasif par leur présence sur un territoire de dimensions réduites dont elles connaissaient les recoins et les habitants. Le fait qu'elles soient composées d'habitants du quartier eux-mêmes contribuait au sentiment de sécurité en même temps qu'elles participaient au contrôle social du système. Aujourd'hui, la renaissance des Drouzhini dans certains quartiers ne revêt plus que ce caractère sécuritaire " Souvent, ce ne sont pas des gens normaux, ils sont potentiellement dangereux, sans formation, et en infraction à la loi lorsqu'ils sont armés " [4].

Le développement des milices privées et autres moyens d'autodéfense renvoie directement à la crise des organes de maintien de l'ordre, par exemple à l'incapacité de la police à défendre les premières manifestations de l'entreprenariat privé, les " coopératives " des années 1988-1990 [5].

Médias et violence : la parole débridée

Les médias jouent un rôle essentiel dans la construction des représentations subjectives de la violence, en l'absence de débat et de prise en charge sociale et politique de la question et compte tenu d'un passé encore proche où l'information était sous contrôle. Les manifestations de la violence et de la criminalité sont abondamment

relayées par les médias russes, qu'il s'agisse des grands journaux moscovites, de la presse régionale ou de magazines d'informations télévisés. Les documentaires largement diffusés de S. Govorukhine sur la grande révolution criminelle ou la Russie que nous avons perdue ou d'autres séries télévisées [6], sont une illustration de ce phénomène. Assassinats commandités, règlements de compte entre groupes criminels, tueurs en série, violence domestique : l'ensemble du répertoire de la violence est présent, avec une tendance à amplifier le phénomène en juxtaposant des exemples appartenant à des registres très différents, et sur le mode du sensationnel, de la révélation, ou de l'accusation d'un haut personnage de l'Etat. Parfois, la mise en scène, dans le style anglo-saxon du docudrama est proche de la manipulation. En revanche, les analyses de fond sont très peu présentes, et l'on a le sentiment que les médias donnent à voir la violence sans la médiation d'un débat, sans plus jouer le rôle de relais d'opinion, de vecteur de l'espace public qui les avaient caractérisés pendant la perestroïka.

Le document du VNII cité plus haut souligne l'influence des médias et parle d'un stress collectif du crime qui " reproduit une représentation de la réalité dans la conscience de masse fabriquée non par les faits eux-mêmes mais par les témoignages à leur propos ". Ceci est mesuré plus ou moins objectivement par le taux de victimisation rapportée à la peur d'être victime. Dans un autre sondage du même organisme, les deux réponses possibles à une question sur les médias reflètent cette ambivalence entre une vision de l'information comme utilité sociale et le libre cours de la parole : 56 % des personnes interrogées considèrent que " les médias doivent tout dire, même le pire " ; pour 31 %, ils doivent " seulement exprimer des points de vue utiles à la société ". De même, " les médias ont une grande responsabilité [...]. Il n'y a presque plus que de la 'presse jaune' qui raconte n'importe quoi. C'est d'ailleurs la perestroïka qui a permis cela. Puisqu'il n'y a plus de filtre social, il faut rétablir la censure " [7].

On peut retenir cette opinion, exprimée par un policier responsable du service de presse de l'UVD [8] à Omsk, pour rendre compte des relations entre médias et police : " On voudrait que les journalistes nous présentent bien mais ce n'est pas le cas. En plus, ils sont souvent informés avant nous et nous ne sommes pas prêts à répondre " [9].

Sur l'attitude des médias par rapport au problème de la violence, on trouve couramment deux types d'explication : selon le premier, les faits de violence étaient objectivement tout aussi nombreux pendant la période soviétique, et la différence réside dans la manière dont les

médias en rendent compte, ce qui influe directement sur les représentations de la violence et donc sur l'importance que prend ce thème dans la société : " Il y a vingt ans, un gars se faisait agresser dans la rue, puis il rentrait chez lui et voyait à la télévision un monde où tout allait bien avec des kolkhoziens souriants. Aujourd'hui, le même gars subit la même agression, il rentre chez lui et la télévision lui renvoie cent cas d'agressions semblables ". L'autre insiste sur l'augmentation objective du phénomène, les médias n'étant que le reflet de la situation réelle.

Ce qui est reproché aux médias, c'est de donner une image de la violence qui provoque une réaction ambiguë dans l'opinion : d'un côté, l'insistance des médias sur l'impunité des criminels renforce la crainte et aggrave la défiance vis-à-vis des institutions ; de l'autre, elle renvoie des criminels une image de force et de toute puissance, physique et psychologique, notamment face à une police qui faillit à sa tâche.

Les perceptions de la criminalité et de la violence

De fait, la société semble s'être immunisée face à la violence, ou plutôt s'en protège pour éviter de sombrer dans la panique. Mais peut-on dire que, plus profondément, elle l'accepte ?

L'absence de mémoire de la violence et de débat sur la violence dans la sphère privée peut être soulignée : " Le pays s'est enfoncé dans la violence, que l'on ressent nuit et jour dans les chambres et les baraquements, mais personne n'ose discuter publiquement des questions de la violence, de la mort et du sexe (...) Dans 28 % des familles seulement, les aînés parlaient aux plus jeunes des répressions, des prisons, des déportations. 11 % se rappellent les conversations avec leurs parents sur la mort, 4 % sur le sexe, 2 % sur le suicide " [10]. On a le sentiment que la violence du totalitarisme est passée dans la sphère publique de la mémoire à l'histoire, mais qu'elle n'a pas fait ce chemin dans la sphère privée.

La production filmographique et littéraire russe, que l'on ne peut analyser ici en détail est une source privilégiée si l'on s'intéresse aux perceptions. Aux films " sur la violence ", qui tout en décrivant crûment les phénomènes, en parlaient en déployant une palette diversifiée de situations historiques ou socio-psychologiques, ont succédé des films " simplement violents ". Quant à la littérature, on peut distinguer entre deux tendances : d'une part le succès massif des detektivy, les romans policiers, dont une production russe, en

résonance avec l'expérience vécue de la Russie actuelle, a supplanté les traductions américaines en vogue pendant la perestroïka ; d'autre part une " autre littérature ", placée sous le signe du mal et qui a relégué à l'arrière plan l'humanisme d'une partie de la littérature russe et soviétique : " La nouvelle littérature oscille entre un désespoir noir et une indifférence parfaitement cynique.(...) Violence, sadisme destins brisés sont désormais des thèmes à la mode (...) On décrit toutes sortes d'avilissement (l'armée, la prison, les voyous), de déviances sexuelles. (...) Ce n'est plus le goulag, mais la Russie en décomposition qui devient une métaphore de la vie " [11].

Les thèmes de la crise et de la décadence, assortis de la nostalgie et d'un l'appel à l'ordre, forment aujourd'hui le corps du discours, notamment parmi les intellectuels. Ceux-ci adhèrent largement à la représentation d'une violence partout présente, qu'ils relient parfois à la perte de leur rôle de formation des opinions : ainsi le philosophe V. D. Gubin considère la période post-stalinienne comme une période relativement stable où la sécurité de l'individu était garantie et où les intellectuels jouaient un rôle important, par contraste avec la période actuelle, " ère de la violence de tous contre tous. La violence est devenue une norme de la vie et plus personne n'écoute les intellectuels " [12]. Logiquement, suivant cette hypothèse, une sortie par la construction du droit est peu probable, trop de couches de la population étant " lumpenisés ". Ne reste comme issue qu'une légalisation par l'Etat, lui-même corrompu, des structures maffieuses et criminelles, une sorte d'achat de la paix civile au prix de la société.

Cette attitude peut aller jusqu'à former des " théories du complot " avec un discours qui stigmatise les foyers de violence et mêle revendications séparatistes, trafics de drogues, mainmise sur les ressources du pétrole et fanatisme religieux : la région du Caucase et particulièrement la Tchétchénie, est le lieu par excellence de cette violence. Instrumentalisée par les élites locales dans les Républiques, permise par la faiblesse ou les connexions crapuleuses des autorités régionales et locales dans les autres régions, il s'agit de la menace principale.

Avec presque autant de force, les thèmes de la perte de la spiritualité, de la décadence morale et notamment de l'irruption de la violence et de la pornographie dans les médias et le circuit des cassettes vidéos, sont largement répandus : " Il y a une zombification de la société, visible dans l'augmentation des films violents à la télévision, dans la renaissance du paganisme, des sectes, la symbolique des groupes

rock.[...] Aujourd'hui, le satanisme est dans les programmes de télévision " [13].

Pour la génération formée au modèle soviétique, la perte de la " responsabilité sociale " des médias ou du cinéma ne parvient pas à être dépassée et laisse la porte ouverte à toutes les hypothèses et à tous les fantasmes, alimentés par les " théories du complot " qui voient derrière les processus en cours la main des sectes ou d'une cinquième colonne, et facilités par l'absence de recherches sur les relations entre médias et violence [14].

Les représentations de la violence peuvent aussi s'appréhender dans la persistance d'attitudes répressives, mais aussi tolérantes vis-à-vis de certaines de ses manifestations. Dans leur enquête sur l'attitude de l'opinion face aux mauvais traitements dans l'armée, les sociologues du VTSIOM [15] remarquent que si ces pratiques sont de plus en plus rejetées, notamment par les jeunes et par les couches les plus urbanisées de la société, une distinction peut être établie entre ceux qui les refusent catégoriquement et ceux qui considèrent qu'il s'agit d'un système d'éducation d'une génération par une autre, nécessaire à l'apprentissage de la vie et à la discipline.

Cette distinction s'exprime de manière encore plus nette lorsqu'il est question des groupes dit " déviants " [16]. Les réponses données rendent compte d'attitudes souvent franchement répressives, surtout vis-à-vis des " déviances " considérés comme l'apanage du monde occidental : homosexualité, sida, rockers. Seuls les mendiants et les alcooliques sont l'objet d'attitudes plus tolérantes. Pour les handicapés de naissance et les malades mentaux, les attitudes sont très directement héritées de la période soviétique. La dureté des termes proposés au choix des enquêtés (" liquider " ou " isoler de la société ") est un indicateur du caractère répressif qui imprègne nombre d'attitudes morales et culturelles, et la violence contenue dans les réponses n'est pas purement symbolique.

Dans une représentation sociale qui reste très traditionnelle, l'accroissement de la violence des jeunes (que l'on reconnaît avoir toujours existé) est notamment expliquée par la disparition des institutions de contrôle et d'encadrement (pionniers, komsomols, activités peri-scolaires nombreuses et gratuites) ou l'affaiblissement de leur autorité (école). Cette explication ne mentionne pas la contrainte, et même la violence que pouvaient sécréter ces institutions [17]. Mais on a pu observer que la persistance de ce contrôle pouvait contenir l'apparition de la violence. Un cas qui ne doit pas conduire à des

hypothèses trop rapides est celui de la violence en milieu scolaire et de l'attitude des enseignants vis-à-vis des élèves. Dans l'expérience d'une directrice d'école [18], telle qu'elle nous la relate, l'école apparaît comme un sanctuaire ; si des violences sont à craindre, c'est essentiellement de l'extérieur, de la part d'alcooliques ou de drogués, parfois des parents ou d'anciens élèves, ce qui conduit les parents et les enseignants à demander des vigiles à l'entrée [19] ; s'il y a violence à l'intérieur de l'établissement, c'est entre les élèves et pas contre les enseignants ; en tout état de cause, c'est l'enseignant et notamment le professeur principal qui est responsable de " l'atmosphère générale de la classe ". Si elle se dégrade, c'est lui qui en est responsable et qui est éventuellement sanctionné ; la contrepartie est sinon une surveillance, tout au moins une vigilance, exercée par l'enseignant sur les élèves, y compris hors du territoire de l'école [20].

Sur le plan des valeurs et des attitudes politiques, les études, très nombreuses, portent essentiellement sur le degré de tolérance ou de préparation de la société russe à la démocratie, sur le maintien d'attitudes autoritaires, sur la mesure du " désir d'ordre " ou " d'homme fort ". Selon un sondage du VNII effectué en 1995, 45 % des personnes interrogées accepteraient une limitation de leurs droits individuels si la défense des intérêts de l'Etat l'exigeait, 29 % n'accepteraient en aucun cas. Dans une autre enquête sur les attitudes par rapport aux droits, 49 % des personnes interrogées [21] considèrent que le plus dangereux pour la société est " le non-châtiment des coupables " et 37 %, de " condamner des innocents ".

L'aspiration autoritariste est une constante de l'analyse politique en Russie depuis plusieurs années. De nombreux sondages semblent la prouver, les intellectuels la redoutent ou la justifient [22]. Les réactions de l'intelligentsia libérale et démocrate aux événements d'octobre 1993 peuvent être lues de cette manière. Dans son écrasante majorité, elle a soutenu le Président Eltsine et l'assaut du Parlement, considérant le recours à la force militaire et les centaines de victimes [23] comme un prix à payer pour sauver la démocratie contre les " bruns-rouges ". Certains intellectuels ont été très actifs dans l'appel aux autorités à employer la force. Ils n'ont vu ni la contradiction intrinsèque de cette attitude, ni la coupure que ces événements allaient achever de provoquer entre le pouvoir et la société. Cette coupure a par exemple traversé Memorial, l'usage de la force du côté du pouvoir faisant resurgir la discussion sur les fins et les moyens, l'éthique et la politique, thèmes majeurs de la dissidence dont cette organisation est issue.

L'attitude de l'intelligentsia à cette occasion a marqué l'aboutissement de cette tendance à faire le choix des valeurs autoritaires [24]. Cette même intelligentsia fera preuve par ailleurs d'une attitude plus tolérante vis-à-vis des homosexuels ou des malades du sida que les couches moyennes de province, qui ont assisté, choquées, il est vrai sans se mobiliser, à l'assaut de la Maison blanche puis à la dissolution des soviets locaux élus démocratiquement en 1990 et auxquels elles étaient attachées.

On peut penser qu'il se produit dans la société une sorte d'indifférence ou d'acceptation tacite des actes de violence, ce qui peut amener les groupes qui l'utilisent à étendre leurs actions, sachant qu'ils bénéficieront, en plus de l'impunité du côté des institutions, d'une absence de résistance du côté de la société. Mais il ne s'agit pas pour autant d'adhésion, sauf peut-être pour quelques secteurs marginaux. Il s'agit plutôt d'une élévation du seuil de tolérance à la violence, due à deux éléments. D'une part, un phénomène " d'anesthésie " généralisée dans la société : lutte pour la survie, absence de perspectives, absence de débats, manque de confiance dans les institutions. D'autre part, l'existence d'un ensemble de valeurs autoritaires et répressives qui ne font pas toujours considérer la violence comme illégitime.

Mais le basculement vers une violence sociale ou politique massive ne se produit pas en Russie, la société n'est pas " prête à la violence " [25] : ni sur le thème de la détérioration de la situation économique et sociale ; ni sous la forme de mouvements d'autodéfense généralisée face à la faillite de la police ; ni à propos de la situation des Russes vivant dans les autres Républiques. Mais, au-delà des indignations médiatiques ou des slogans de campagnes électorales sur les menaces dont ils sont l'objet, ce thème ne trouve dans la société, ni le sens d'un motif à prendre les armes pour les défendre, ni le sens d'une solidarité vis-à-vis des très nombreux réfugiés arrivant en Russie.

Le refus de la violence

On constate en permanence en Russie, dans les discours, dans les références historiques ou culturelles, un rejet de la violence collective et de la guerre. Les générations actuelles sont encore extrêmement marquées par la mémoire de la Guerre civile, des années trente, et encore plus de la Seconde Guerre mondiale, d'où l'importance du traumatisme d'octobre 1993 dans l'opinion.

Les nombreux sondages réalisés depuis le début de l'intervention militaire en Tchétchénie ont montré une opinion publique dans sa

grande majorité hostile à la guerre. Cette attitude vis-à-vis du conflit tchétchène prolongeait une attitude hostile aux interventions militaires de la Russie en dehors de ses frontières. En septembre 1993, 84 % [26] des personnes interrogés se déclaraient contre une éventuelle intervention militaire russe en Transcaucasie, 77 % en Asie Centrale. En août 1994, quelques mois avant le début de la guerre en Tchétchénie, 7 % seulement étaient favorables à un soutien aux forces qui voulaient renverser le Général Djokhar Doudaev pour ramener la Tchétchénie dans la Fédération de Russie. En janvier 1995, 64 % déclarent leur hostilité à l'entrée des forces russes, et 52 % condamnent les actions de l'armée sur le terrain. Un sondage effectué en province [27] donne un résultat plus nuancé, tout au moins au tout début de la guerre : plus d'un tiers des personnes interrogées considérant qu'il s'agit d'une " décision juste ou plutôt juste ". Cette opinion chute très nettement lors du bombardement de Grozny en janvier 1995 : un tiers considère qu'il s'agit d'une erreur politique et 28 % d'un crime politique.

Ces données, qui viennent renforcer l'image générale d'un refus de la violence collective, suggèrent que le passage à des violences nationalistes ou nostalgiques de l'empire soviétique est peu probable. Ce qui ne veut pas dire que la nostalgie de l'Union soviétique n'existe pas, ni que la " question nationale " en Russie ne soit pas cruciale. Mais les conditions qui transformeraient l'amertume ou la fierté humiliée ne sont pas réunies. S'agit-il d'un refus conscient, argumenté, ou plutôt d'un désintérêt général, d'une indifférence, qui serait en quelque sorte l'autre versant de la tolérance à la violence manifestée par ailleurs ? 65 % des personnes interrogées en 1993 sur les conflits de l'ex-URSS considéraient que la Russie ne devait en aucun cas s'en mêler. En août 1994, 49 % avaient la même opinion pour la Tchétchénie, censée appartenir à la Fédération de Russie. On constate aussi que le refus de la guerre se manifeste de façon abstraite : la réponse " je suis contre parce que je condamne toute guerre " vient en premier. Des réponses plus élaborées (considérant que ce conflit ne doit pas être résolu par les armes, ou que ces conséquences peuvent mener à la fin de la démocratie en Russie et marquent le retour de l'Etat vers la violence...) viennent en dernier. A Ekaterinbourg, en janvier 1995, seulement 53 % sont préoccupés par la mort des soldats russes, et 30 % par la présence de nombreux civils parmi les victimes.

Ces éléments peuvent contribuer à expliquer les très faibles mobilisations qui se sont manifestées lors de la guerre en Tchétchénie. Certains démocrates ont protesté, mais le caractère très politique de

cette protestation n'a pas entraîné dans la rue une opinion, qui voyait d'abord en eux les responsables de réformes économiques aux conséquences dramatiques et qui n'avait pas oublié que beaucoup d'entre eux avaient approuvé l'assaut contre le Parlement.

Le Comité des mères de soldats, créé au plus fort des " mouvements informels " de la perestroïka est parmi les rares organisations à avoir conservé une capacité de mobilisation, des réseaux en province et une action continue [28]. Créé à la fin des années quatre-vingt, après le retour des soldats d'Afghanistan, le Comité des mères de soldats s'est d'abord constitué pour dénoncer les violations des droits de l'homme dans l'armée, exiger des autorités militaires des enquêtes et des explications sur les morts suspectes des appelés en temps de paix. Petit à petit, il a gagné en crédibilité face aux autorités militaires, en axant son action sur le droit. L'action a aussi porté sur le problème des incorporations abusives et sur le droit à un service alternatif, inscrit dans la Constitution mais dont la loi d'application n'a jamais été votée. Les organisations de mères de soldats, conscientes de la crise profonde de l'armée et sachant que certains militaires sont convaincus de la nécessité des réformes, se sont placées dans une approche de redéfinition des relations entre sphères civile et militaire en Russie, et ont toujours maintenu des contacts au plus haut niveau.

Il existe aujourd'hui plusieurs associations, dont la plus connue est le Comité des mères de soldats de Russie. La Fondation pour le droit des mères publie régulièrement des rapports sur les violations des droits de l'homme dans l'armée, de même que l'Organisation indépendante de Saint-Pétersbourg, plus radicale dans son rapport aux autorités civiles et militaires, et qui tente de faire échapper de nombreux jeunes appelés à l'incorporation.

Dès le début de la guerre en Tchétchénie, la mobilisation a été permanente : organisation de piquets devant la Douma, manifestations, conférences de presse, recherche des victimes et des prisonniers et publication de listes de victimes, aide aux déserteurs et aux insoumis, notamment en intervenant auprès des autorités militaires pour qu'ils ne soient pas poursuivis. L'action la plus spectaculaire a été la mobilisation de très nombreuses mères, de tous les milieux et de toutes les régions de Russie, qui sont allées jusqu'à Grozny, rechercher leurs fils prisonniers [29].

En-dehors de l'expérience singulière des mères de soldats, on constate globalement une absence de mobilisation pour refuser la violence. Certes, de très nombreuses organisations se placent sur le terrain des

violations des droits de l'homme [30], de la condition des prisonniers, ou militent pour l'abolition de la peine de mort. Dans une société très peu mobilisée, ces organisations manifestent leur refus de la violence, leur attachement à la démocratie et leur volonté de construire une société civile en Russie essentiellement par le canal de l'information (bulletins réguliers, recueil de témoignages et documents, conférences de presse). Elles sont composées en grande majorité d'intellectuels et se diffusent peu dans la société. Au contraire, leurs désaccords politiques dès qu'il s'agit de se positionner par rapport au pouvoir et une tendance à ne voir d'espoir possible que dans le soutien de la communauté internationale (renouant en cela avec la démarche des dissidents) renforcent la coupure avec l'opinion publique.

On observe la même absence de mobilisation pour des acteurs qui explicitement se réclament de la violence, par exemple le groupe fasciste de Barkachov, Russkij Poriadok (L'ordre russe). Au-delà de l'organisation elle-même, qui rassemble des militants souvent jeunes, le rejet viscéral de ce type d'orientation politique est manifeste. Lorsque l'un des responsables de ce mouvement a déclaré début 1995 qu'il aimerait " tirer une balle dans le dos " du défenseur des droits de l'homme Sergueï Kovalev, il a été attaqué en justice [31]. La société russe, malgré le sentiment d'insécurité massif que l'on a analysé, et qui peut facilement être repris par un discours sécuritaire, malgré aussi les attitudes répressives mentionnées plus haut, n'est pas pour autant extrémiste.

Conclusion : un nouveau paradigme ?

La sortie du système soviétique, avec un Etat qui contrôlait à la fois l'économie, la vie sociale, le système politique et la nation constitue évidemment un bouleversement considérable. De ce point de vue, la violence qui traverse le pays peut être considérée comme la poursuite, sous forme de réactions en chaîne, de la secousse principale au sommet. Selon les " terrains ", cela se traduit soit en " trop-plein ", soit en vide. En trop-plein avec la montée des identités nationales et culturelles jusque dans les revendications des minorités à l'intérieur de chaque nouvel Etat de l'ancienne URSS, ainsi qu'avec les transformations brutales du marché. En vide, si l'on considère la faiblesse de l'espace du politique et du social en Russie.

Le caractère post-totalitaire de la violence en Russie réside aussi dans la privatisation progressive d'un phénomène auparavant principalement du ressort de l'Etat. La montée de la criminalité, et

notamment de la criminalité économique à la fin du régime soviétique, est aussi un signe, en creux, de l'épuisement du totalitarisme.

L'explication de la montée de la violence dans le monde contemporain par absence ou carence de l'Etat [32], semble pouvoir s'appliquer à la Russie. La décomposition et la faiblesse de l'Etat favorisent ainsi l'apparition d'espaces où la violence se manifeste. La violence d'en bas révèle l'incapacité de l'Etat à assurer la protection et la sécurité de la population tandis que la légitimité de la violence d'en haut (assaut du Parlement en 1993, Tchétchénie) est largement contestée. La difficulté d'appréhender la nature et le fonctionnement du pouvoir en Russie, y compris dans son recours à la violence, peut le faire qualifier de " coton " [33], par opposition au " mur " qu'il constituait à l'époque soviétique, auquel on se heurtait très durement mais qui renvoyait une réponse. C'est ici, la non lisibilité des processus " en haut " conjuguée au caractère formel de la démocratie et à la faiblesse de l'espace public, qui sont sources d'insécurité et de violences.

Encore capable d'autoritarisme mais affaibli, l'Etat est aux mains de centres de pouvoir diffus et informels qui, faute de légitimité, ont souvent recours à la force pour s'imposer, mais jamais plus que partiellement et temporairement. L'image générale est celle d'une " tendance à l'autodéfense de tous les individus et de tous les groupes sociaux " [34] qui engendre de la violence mais la contient la plupart du temps dans des affrontements de " basse intensité ", pour utiliser le vocabulaire stratégique ou " moléculaires " pour reprendre l'expression d'Hans-Magnus Enzensberger quant à la violence urbaine.

L'on assisterait alors, avec le processus de privatisation de la violence que l'on a décrit plus haut à la fin de " l'Etat wébérien ". Une autre hypothèse est également possible, celle d'un nouveau type d'Etat qui gère seulement certaines formes de la " violence légitime ". La Russie contemporaine se situerait alors " ailleurs " du point de vue de l'Etat, et il faudrait partir de la description de la situation observée pour avancer vers une autre conception, soit reliée à une " tradition russe " [35], soit d'un type nouveau. Ce débat dépasse l'analyse du problème de la violence et ramène au problème de l'analyse de la Russie, entre le renvoi constant à une spécificité essentielle et la soumission aux catégories habituelles de la sociologie ou de la science politique, en faisant abstraction de l'histoire et de la culture. Le débat n'est pas propre à ce pays mais il y est exacerbé par l'histoire des discussions et des passions politiques autour de la soviétologie [36].

Pour de nombreux observateurs, c'est l'introduction brutale de l'économie de marché qui aurait ouvert la voie à la violence ouverte. Cette hypothèse est étroitement liée à la précédente, la criminalisation de l'économie se traduisant par un affaiblissement de l'Etat encore plus grand, voire par la création d'un " Etat criminel " : " L'arrivée du marché a entraîné une dureté dans les relations humaines et une augmentation de la criminalité jusqu'au niveau de la vie quotidienne. Plus la violence se développe, plus s'affaiblit l'immunité contre elle, l'intolérance à la violence dans la société. " [37].

Une version plus optimiste de ce raisonnement voit dans la violence un problème général d'adaptation aux transformations du système, un phénomène de transition, qu'il s'agisse de la construction du marché, des transformations géopolitiques de l'espace ex-soviétique, ou des mentalités individuelles qui sont plus ou moins capables de surmonter les conditions d'instabilité et d'indétermination de la vie collective et individuelle de la nouvelle période.

Par ailleurs, deux discours, en apparence contradictoires, ne cessent de se juxtaposer. Le premier exprime un sentiment d'insécurité, très au-delà du niveau réel de violence, et particulièrement intolérant aux incivilités, dont la définition dépasse les manifestations de violence physiques mais renvoie aussi à des comportements déviants vécus comme autant d'agressions. Ce sentiment est d'autant plus vif qu'il est mesuré à l'aune de la tranquillité et de la sécurité dont chacun semblait bénéficier auparavant. Et un deuxième discours traduit une tendance largement répandue, essentiellement parmi les auteurs et les analystes, à considérer le problème en terme de civilisation des mœurs inachevée. En seraient responsables, d'une part les soixante dix ans d'un système qui, par le principe même de son idéologie et par la terreur, aurait éliminé la civilisation jusque dans chaque individu, et d'autre part un " caractère national russe ", dont peut témoigner le niveau élevé de violences interpersonnelles et domestiques. Ces explications relèvent souvent d'une sociologie spontanée des mentalités et de la culture, même si, plus sérieusement, elles peuvent en appeler au parallèle tenté par Norbert Elias entre les cultures russe et allemande, l'une et l'autre, historiquement incapables de se dominer sans " homme fort ", et caractérisées par le " développement d'un Surmoi fragmentaire et irrégulier " dont les trous ouvrent la voie à la violence [38]. Dans une perspective plus sociologique, on peut interpréter en termes de norme de comportement admise dans la société la dureté qui prévaut dans les interactions quotidiennes. Ce type de violence interpersonnelle doit être alors distingué des incivilités, assimilées au " hooliganisme " et aux dégradations,

auxquelles la société est particulièrement intolérante, ce qui complique le raisonnement proposé par Hugues Lagrange [39], qui note que la grande sensibilité aux incivilités se manifeste dans les pays qui ont atteint un haut niveau de civilisation des mœurs.

Si l'on tente une référence aux théories classiques, la Russie d'aujourd'hui serait plus proche de celle de Hobbes que de celle de Locke : le renoncement à la violence comme expression de " civilité " et non de lâcheté, paraît en effet au plus loin de la réalité observée dans un pays où la faiblesse, qu'elle soit physique ou psychologique, est méprisée. En revanche, dans une " société [qui] ne produit rien d'autre que des relations de pouvoir et de subordination " [40], les concepts d'allégeance et de protection qui définissent les termes du " pacte hobbesien " du renoncement à la violence de tous contre tous, semblent correspondre pour partie à la privatisation de la violence que l'on a décrite. Un support pourrait lui être donné par le terme très en vogue en Russie de Krysha (toit) qui désigne tout type de protection et peut être considéré comme un élément essentiel de la vie économique, sociale et politique actuelle du pays [41].

Cette hypothèse est renforcée si l'on retient la définition que donne Yves Michaud de la violence selon Hobbes : " Ce qui empêche les lois naturelles de la sociabilité d'opérer, c'est précisément l'absence de garantie dans l'état de nature. Il y a violence quand personne ne sait à quoi s'attendre, quand personne ne peut plus compter sur rien, quand tout peut arriver, quand font défaut les règles qui rendent prévisibles les comportements et fondent les attentes de réciprocité dans les interactions " [42]. Bien que ne lui étant pas destinée, cette phrase décrit de manière très juste la situation russe. Un autre point de vue lui fait écho : pendant la période soviétique, des " règles du jeu " existaient, non pas tant celles du système formel que celles, tacites, que tout le monde utilisait, y compris dans le règlement des conflits, y compris dans la violence. " On savait où s'arrêter. Si on perdait, on perdait. Aujourd'hui, c'est un processus sans fin, on peut prolonger les conflits indéfiniment, et il n'y a pas de limites dans les moyens. On peut tuer quelqu'un pour presque rien. La seule solution serait que la justice fonctionne, mais dans l'état actuel, il faudrait que la moitié de la population devienne magistrat... " [43].

Il est plus difficile encore d'expliquer l'absence que la présence de violence. Il est vrai que les conditions du passage à la violence ne sont pas réunies : la continuité des élites, notamment en province, et les caractéristiques sociales d'une population urbanisée et éduquée, où ne se rencontrent pas les " masses de jeunes déclassés au chômage, sans

perspective, qui sont à la base des conflits dans le Caucase ou dans les Balkans " [44], apportent un début d'explication, que confortent les désertions massives de jeunes appelés pendant la guerre en Tchétchénie, et l'état de démoralisation de l'armée. La patience [45], décrite non seulement comme un trait historique et culturel du peuple russe, mais comme une stratégie face aux mutations en cours, peut aussi constituer un facteur favorable au non-passage à la violence.

En revanche, on pourrait voir dans la violence des institutions telles que l'armée ou la prison la manifestation cachée d'une violence sociale qui ne dit pas son nom, masquée par un discours sur l'héritage totalitaire de la Russie. C'est peut-être là que se révèlent le plus fortement l'anomie et la subjectivité impossible. La relation ambiguë qu'entretient vis-à-vis de ces manifestations la société elle-même serait une confirmation de cette hypothèse.

Mais, mieux vaut, au-delà de ces hypothèses trop fragiles, s'interroger sur la signification de la violence. Deux types de questionnement se posent : le premier est de savoir ce qui, dans une société, à un moment de son histoire, est désigné comme violence ; le second est d'examiner si elle y est légitime ou illégitime et comment elle est refusée ou tolérée. En Russie, la violence est désignée comme criminalité quand elle est instrumentale, comme cruauté lorsqu'elle est objet de jugements moraux, pour partie héritiers de la dissidence, et semble relever de la banalité lorsqu'elle affecte les rapports humains quotidiens.

Aujourd'hui, des normes et des systèmes de représentations opposés coexistent dans un même espace, en semblant parfois appartenir à des temps différents : les comportements criminels liés aux activités économiques ; les valeurs humanistes des " résistants " qui nomment la violence, la dénoncent ou cherchent à la prévenir ; les normes traditionnelles des responsables institutionnels en charge de la punir. Ses expressions sont nombreuses, mais éclatées, désarticulées et sans relais politique. Ce qui peut à la fois expliquer que la société les tolère, éventuellement les justifie, mais aussi qu'elle ne bascule pas dans la violence généralisée.

L'absence de cohérence des systèmes de représentations face à la violence et l'absence de cohérence dans la société contribuent à la confrontation directe des expressions et des représentations du phénomène, sans la médiation d'un espace public qui ouvre le débat et pose les enjeux. Une sortie de la violence actuelle supposerait l'existence d'un tel espace, ce qui signifierait sortir de la décomposition

- au risque de voir surgir une violence sociale ou politique qui pourrait alors constituer la " maladie infantile " de la recombinaison de débats et de rapports sociaux et politiques.

[Retour à la partie précédente](#)

[Retour à la première partie](#)

[1] Au 1er avril 1995, on comptait en Russie 6 605 entreprises de protection et de sécurité et vingt-six mille personnes avaient reçu une licence leur permettant d'exercer ces fonctions. Sans compter les innombrables sociétés proposant des alarmes, portes grillagés, serrures, etc.

[2] Les Nouvelles de Moscou, 18 avril 1996

[3] La loi sur les armes et instructions supplémentaires du MVD en date d'avril 1995 régleme nte l'autodéfense et les conditions de délivrance d'un port d'arme. Elle est très peu restrictive.

[4] Entretien avec O. R., journaliste à l'hebdomadaire Novoe Obozrenie, Omsk, 25 avril 1996 ;

[5] Mark Galeotti, " Perestroïka, perestrelka, pereborka : policing Russia in a time of change ", Europe-Asia Studies, vol. 45, n° 5, 1993, p. 769-786.

[6] Comme Kriminal'naâ Rossiâ, (La Russie criminelle) diffusée sur la chaîne indépendante NTV le samedi à une heure de grande écoute.

[7] Entretien avec I. K. de l'Ecole supérieure de la police, Omsk, 23 avril 1996.

[8] Direction régionale du ministère de l'Intérieur.

[9] Entretien le 25 avril 1996. En réponse à ce souci, le service a créé son propre hebdomadaire, Kriminal'naïa Khronika (Chronique criminelle), destiné à informer objectivement la population de la ville des faits survenus et de l'activité des forces de l'ordre, à publier des statistiques et des avis de recherches, aussi bien que les programmes de télévision et des romans policiers en feuilleton.

[10] Ūri Levada, Entre le passé et l'avenir, l'Homme soviétique ordinaire : enquête, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1993, p. 129.

[11] Viktor Erofeev, Les Fleurs du mal russe : anthologie de la nouvelle littérature russe, Paris, Albin Michel, 1997, p.15.

[12] V. D. Gubin, " Russkaâ kultura i fenomen nasiliâ " [La culture russe et le phénomène de la violence] in Rossijsko-germanskij dialog : nasilie v posttotalitarnyh obščestvah (Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires), Voprosy filosofii, n° 5, 1995, p. 3-47.

[13] Entretien avec I. K., professeur de criminologie à l'Ecole supérieure de la police, Omsk, 23 avril 1996.

[14] Un article récent tente d'introduire un début de réflexion sur le sujet à partir des débats occidentaux, Kirill A., " Ot nasiliâ v kino k nasiliû "kak v kino" ? " [De la violence au cinéma à la violence "comme au cinéma" ?] in Sociologiceskie issledovaniâ, n° 2, 1996, p. 35-40.

[15] Ūri Levada, L'homme soviétique ordinaire, op. cit., chap. 5.

[16] Résultats de sondages du VTSIOM, parus et analysés dans Ūri Levada, L'homme soviétique ordinaire, op. cit., dans " Škola zestokosti : sovietskie lûdi o nasilii " [L'école de la cruauté : les soviétiques face à la violence], Celovek, 1992, n° 2, p. 17-25.

[17] On peut, pour ce qui concerne l'école, renvoyer au film Cucelo (L'épouvantail), réalisé en 1982 par Rolan Bykov. Au-delà de l'intérêt et de la qualité du film lui-même, il est caractéristique que toute une génération, scolarisée au début des années quatre-vingt, ait été "nourrie" avec ce film qui devait l'édifier sur la cruauté et la violence dont peuvent être capables les enfants, sans remettre en cause l'institution.

[18] Entretien avec O. I. S., directrice d'école, 29 avril 1996.

[19] Selon les cas et les lieux, il s'agit de policiers affectés par le commissariat du quartier, de policiers embauchés en renfort financés par les parents, le plus souvent de parents qui se cotisent pour embaucher un vigile privé.

[20] Un incident à titre d'exemple : le vol du carnet de notes par une élève voulant cacher ses mauvaises notes entraîne une punition collective par l'enseignante. Les autres élèves, pour se venger, suivent l'élève auteur du vol jusque chez elle après les cours, et insultent la famille, "taggent" les murs de l'immeuble, etc. La directrice a considéré l'enseignante comme responsable de l'incident : elle aurait dû prévoir la réaction des élèves et prévenir l'expédition punitive. Elle a obligé le professeur à aller avec toute la classe voir la famille pour lui présenter des excuses collectives.

[21] Sondage VNII, 1995.

[22] Parmi une très abondante littérature, voir par exemple Igor M. Klâmkin, Viktor V. Lapkin V. I. Pantin, "" Mezdu avtoritarizmom i demokratiej " ([Entre autoritarisme et démocratie] in Politiceskie issledovanniâ (Polis), n° 2, 1995, p. 56-96 ; Igor M. Klâmkin, " Kakoj avtoritarnyj rezim vozmozen segodnâ v Rossii " [Quel régime autoritaire est possible en Russie aujourd'hui ?] dans Polis, n° 5, 1993, p. 50-54 ; Matthew Wyman, " Russian political culture : evidence from public opinion surveys " dans The Journal of Communist Studies and Transition Politics, vol. 10, n 1, mars 1994, p. 25-54 ; Grigorii Vainshtein, " The authoritarian idea in the public conscious and political life of contemporary Russia ", Ibid., vol. 11, n°3, sept. 1995, p. 272-285.

[23] Dont le nombre doit se situer entre les chiffres officiels de cent quarante-huit morts et les milliers annoncés par l'opposition.

[24] Comme l'analyse en détails Maria Ferretti, " De l'engouement pour la liberté à l'apologie de l'autoritarisme : la métamorphose de l'intelligentsia démocratique russe ", dans De Russie et d'ailleurs, feux croisés sur l'histoire. Mélanges offerts à Marc Ferro, Paris, Institut d'études slaves, 1995, p. 151-165.

[25] Cf. L.Y. Gozman, " Psihologiâ peremena " [La psychologie du changement], Rossijsko-germanskij dialog : nasilie v posttotalitarnyh obščestvah in (Dialogue germano-russe : la violence dans les sociétés post-totalitaires), Voprosy filosofii, n° 5, 1995, p. 3-47.

[26] Segodnâ, 19 janvier et 19 février 1995 notamment.

[27] A Ekaterinburg, dans l'Oural. Ural'skij fond social'nyh issledovannii, Ural : politika, Èkonomika, pravo, (Oural : politique, économie, droit), n°1 (10), 1995.

[28] Cf. Françoise Daucé, " les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe ", Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, n°2, juin 1997.

[29] Parfois, il ne s'agissait pas de prisonniers, mais de soldats stationnés dans leurs unités, que les mères ont aidés à désertier.

[30] Memorial, une des premières associations informelles créées pendant la perestroïka pour rendre justice aux victimes du stalinisme, et dont de nombreux militants sont eux-mêmes passés par les camps, publie un hebdomadaire sur les droits de l'homme Express Khronika, et participe aux mobilisations pour la défense des droits de l'homme et contre la guerre en Tchétchénie.

[31] Une nouvelle émission a été consacrée à cette "affaire" sur le thème de savoir s'il fallait ou non diffuser de tels propos, dans des termes plus virulents que ceux des débats français sur la banalisation ou la martyrisation du Front national.

[32] Voir notamment Philippe Delmas, Le bel avenir de la guerre, Paris, Gallimard, 1995.

[33] Interview de l'ancien dissident et président de la Fondation Glasnost, S.Grigorians, Paninter, mai 1997.

[34] Boris Slavnyj, " Grazdanskoe občestvo ili grazdanskaâ vojna ? " [Société civile ou guerre civile ?] op. cit.

[35] Voir l'article de Claudio Sergio Ingerflöm, " Russie impériale, Russie soviétique : quelques thèmes pour une histoire politique de longue durée ", [Retour sur l'URSS], Historiens et géographes, n° 351, décembre 1995, p. 145-158.

[36] Voir notamment Wladimir Berelowitch, " La soviétologie après le putsch : vers une guérison ", [Back in USSR : représentations de l'Union soviétique], Politix, n° 18, 2e trim. 1992, p. 7-20.

[37] Entretien avec Vitali Kvashis.

[38] Norbert Elias, Norbert Elias par lui-même, Paris, Fayard, 1991.

[39] Hughes Lagrange, la civilité à l'épreuve : crime et sentiment d'insécurité, Paris, PUF, 1995.

[40] Idem.

[41] Vladimir Shlapentokh, " Russia : privatisation and illegalization of social and political life ", *The Washington Quarterly*, 19 (1), hiver 1996, p. 65-85.

[42] Yves Michaud, " Les violences de l'histoire ", *Esprit*, mai 1994, p. 11.

[43] Entretien avec D. V., politologue et expert, 26 avril 1996.

[44] Andrej Fadin, " Vlast' cerez krov' : put' naverh (Socialnyj smysl' postsovetskyh vojn) ", op. cit.

[45] Vladimir Shlapentokh, " Russian patience : a reasonable behavior and a social strategy ", *Archives européennes de sociologie*, vol. 36, n° 2, 1995, p. 247-280.